

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT.

LES INSTITUTIONS POLITIQUES

DU

VAL D'ANDORRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon,
le Lundi 15 Juillet 1904, à 1 heure 1/2

PAR

Jules SIX

AVOCAT

PRÉSIDENT : M. DESLANDRES, professeur
SUFFRAGANTS : MM. GAUDEMET, professeur
MOULIN, professeur-adjoint

LILLE

IMPRIMERIE TYPO-LITHOGRAPHIQUE

15, Rue d'Angleterre, 15



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT.

LES INSTITUTIONS POLITIQUES

DU

VAL D'ANDORRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

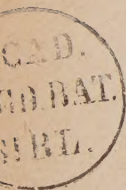
soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon,
le Lundi 15 Juillet 1901, à 1 heure 1/2

PAR

Jules SIX

AVOCAT

PRÉSIDENT : M. DESLANDRES, professeur
SUFFRAGANTS : MM. GAUDEMET, professeur
MOULIN, professeur-adjoint



LILLE

IMPRIMERIE TYPO-LITHOGRAPHIQUE

15, Rue d'Angleterre, 15

PLAN GÉNÉRAL

ET

TABLE DES MATIÈRES

PLAN GÉNÉRAL

Après avoir décrit rapidement ce sauvage et charmant VAL D'ANDORRE, caché dans un repli des Pyrénées, nous étudierons l'HISTORIQUE des Institutions et principalement de la Co-souveraineté de la France et de l'Evêque d'Urgel, puis nous approfondirons ses INSTITUTIONS POLITIQUES ACTUELLES à l'aide des plus récents renseignements ; enfin nous dégagerons de l'ensemble quelques CONCLUSIONS, et nous terminerons par la traduction des Paréages et quelques NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

Généralités sur le Val d'Andorre. — Géographie. — Ethnographie.	
L'Andorre est un des quatre États européens protégés.	
L'Andorre est un État neutre jouissant de la Souveraineté interne mais non externe	15

PREMIÈRE PARTIE

Historique des Institutions et principalement de la Co-suzeraineté

La Légende. — Difficultés entre Comtes et Evêques d'Urgel, au sujet de la Seigneurie d'Andorre . . .	23
Les Paréages de 1278. — La souveraineté indivise et perpétuelle.	
Le Co-seigneur français : Comtes de Foix, Rois de France. — La France	26
Difficultés contemporaines. — Révolutions et agitation en Andorre. — Le Co-seigneur épiscopal. — La question de Co-suzeraineté.	
Mitre, France, Espagne	32

DEUXIÈME PARTIE

Les Institutions politiques contemporaines

DES SOURCES DU DROIT PUBLIC

Coutume et droit écrit. — Des Co-princes émane tout pouvoir, en théorie. Mais l'Andorre exerce en pratique les Pouvoirs législatif et exécutif, tandis que les Co-princes exercent le Pouvoir Judiciaire 41

CHAPITRE I

Les Pouvoirs législatif et exécutif

SECTION 1^{re}. — *L'administration paroissiale*

Elections. — Statistique. — Conseils de paroisse. —
Consuls-Maires. — Vie paroissiale. — Instruction. 44

SECTION 2^e. — *Le Gouvernement national. Le Pouvoir législatif*

Elections. — Le Conseil général des Vallées, législatif
et administrateur. Sa composition, ses pouvoirs. . 51

SECTION 3^e. — *Le Gouvernement national. Le Pouvoir exécutif*

Le Syndic procureur général des Vallées. — Les fonctionnaires et les fonctions. 56

CHAPITRE II

Le Pouvoir judiciaire

Les Co-princes. — Leurs délégués permanents. — Leurs Viguiers	61
La justice civile. — Au 1 ^{er} degré, le Bayle. — Des recueils de Jurisprudence et des coutumes. — Au 2 ^e degré, le Juge des appellations. — Au 3 ^e degré, les Co-princes, en leur tribunal supérieur d'Andorre . . .	64
La Justice répressive. — Les petites infractions. — Les crimes : Le tribunal solennel des <i>Corts</i> : Les Viguiers	71

CONCLUSIONS

La question d'Andorre. — La Modernisation des Vallées	79
La question douanière. — Situation délicate. — Anciennes franchises. — Difficultés avec la Mitre et l'Espagne. — Révolutions. — Difficultés avec la France, <i>modus vivendi</i> espéré. — Les certificats d'origine. — Statistiques	80
Desiderata contemporains. — Routes, télégraphes, Casino ? — Solutions lentes et pondérées	84

ANNEXES

I. — TRADUCTION IN-EXTENSO DES PARÉAGES DE 1278.

Traduction in-extenso des Paréages de 1278, d'après la copie authentique du Comité de législation étrangère de Paris	93
--	----

II. — NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

<i>1^{re} table bibliographique</i> : Auteurs s'occupant principa- lement ou spécialement du Val d'Andorre	111
<i>2^e table bibliographique</i> : Ouvrages s'occupant acces- soirement du Val d'Andorre ; notices, articles de journaux, livraisons.	115

N.-B. — Beaucoup de ces travaux ne se trouvent plus en
librairie. Un assez grand nombre ne sont que des articles
hâtifs, renfermant des erreurs, et cités seulement pour
mémoire.

AVANT-PROPOS

AVANT-PROPOS

Le Val d'Andorre, qui jouit d'une indépendance presque absolue, sous la protection de ses deux Co-princes, la France et l'Evêque d'Urgel, — est situé dans un pli des Pyrénées ; ses limites géographiques n'ont jamais varié : au Nord et à l'Ouest, l'ancien comté de Foix (Ariège), à l'Est le Roussillon (Pyrénées-Orientales) et la Cerdagne ; au Sud, la plaine d'Urgel et la Catalogne.

La population des Vallées neutres (1) est d'environ 6.000 habitants ; la capitale, Andorre-la-Vieille, est située près du confluent des deux torrents, la *Valira-del-Nort* et la *Valira-del-Orien*, qui forment cette belle et fougueuse rivière dont les déviations fécondent la plaine, avant de se confondre, à Urgel (2),

(1) On emploie indifféremment les expressions de *Val d'Andorre*, *Vallées neutres*, *République d'Andorre*, toutefois ce dernier titre est impropre, car nous verrons que l'Andorre est en réalité une Seigneurie.

(2) Les mots *Seo-de-Urgel*, *Urgel*, la *Seu d'Urgel* désignent une seule et même ville, cité épiscopale et militaire, au confluent du Sègre et de la Valira.

Urgel est une vieille ville assez curieuse, on visite surtout la cathédrale et les remparts.

avec le *Sègre*, tributaire lui-même de l'*Ebre* espagnol.

Ce pays, qui a 30 kilomètres de large, et qui en compte 27 du Nord au Sud, est des plus montagneux, l'altitude des pics varie de 2.000 à 2.900 mètres ; Andorre est à 1.000 mètres, au pied du mont Anclar. L'absence de routes carrossables rend difficile l'accès des vallées, il n'existe encore que des *sentiers muletiers* ; toutefois les travaux d'une route française à travers l'Andorre ont été commencés en 1900. Du côté de l'Espagne, la circulation est plus facile, et il n'est pas de saison où les Andorrans ne puissent échanger des relations commerciales quotidiennes avec la Catalogne. (1)

Les productions andorranes suffisent à peu près aux besoins du pays. La récolte de seigle est généralement abondante ; on trouve de grands champs de tabac, et du côté d'Urgel des vignes et des oliviers.

Les Andorrans sont généralement de condition modeste : La plupart s'adonnent à l'agriculture ; la principale source de richesse du pays consiste dans les excellents pâturages, soit communaux soit privés, à flanc de coteau, ou dans le val ; l'élevage des bestiaux est l'occupation la plus lucrative des habitants.

(1) Rien n'est plus pittoresque qu'une excursion dans le Val ; si l'on y pénètre par la France, on quitte la voie ferrée à Ax-les-Thermes, on prend la voiture jusque l'Hospitalet ou Porté, et de là on se rend à dos de mulet, en dix heures, à la capitale, par le port (passage) du Framiquel ou de Soldeü et au travers d'une vallée sauvage où le bruit des torrents courroucés rend solennel le calme de cette nature presque déserte ; le spectacle est grandiose...

Quelques heures seulement séparent Andorre de la plaine d'Urgel.

L'organisation familiale possède un caractère patriarcal tout particulier : Le chef de famille jouit d'une autorité incontestée, et le régime successoral se ressent de cette idée ; ainsi, c'est le fils aîné qui à la mort du père devient chef de famille ; il détient par préciput $\frac{1}{3}$ de l'héritage et partage avec les légitimataires le reste du patrimoine ; comme il désire toujours garder la maison paternelle, il dote ses frères en argent ; souvent ceux-ci restent célibataires tandis que l'aîné fonde une famille. (1) — La famille andorrane (2) joue un rôle prépondérant dans l'organisation politique : Elle est une des bases les plus solides, surtout pour un peuple de cultivateurs, peuple si peu nombreux et si isolé du reste du monde, peuple attaché à ses coutumes comme à ses sauvages montagnes, peuple aux inspirations modestes, mais dont l'amour de l'indépendance et de liberté ne saurait être plus vif et plus ardent.

On n'exploite guère les richesses du sol, et l'on n'a tiré aucun parti des belles sources d'eaux chaudes (85°) qui jaillissent abondamment aux Escaldas. L'industrie est très limitée (3).

Le type andorran se rapproche du type *catalan*, le langage courant est du reste un patois catalan,

(1) Le Français qui épouse une andorrane fille aînée, devient andorran et chef de famille. Celui qui épouse une andorrane cadette reste étranger. Les étrangers sont peu nombreux en Andorre ; une taxe peut être levée sur eux, mais on ne la recouvre pas sur ceux qui rendent des services.

(2) Comparer avec le système de M. F. Le Play.

(3) J'ai visité à Andorre la fabrique de cigares et la fabrique d'allumettes-bougies (Août 1898).

mais les personnes cultivées parlent le français. Le pâtre andorran pourrait être rangé parmi ceux qu'on dénomme : type des vallées hautes à pentes escarpées (1). L'Andorran est hospitalier, il aime beaucoup la France et les Français, mais il n'est guère communicatif, il semble d'un caractère très calme ; (et, dans certaines provinces espagnoles, on dit d'un homme à l'aspect froid : « il fait l'Andorran »).

Les goûts de l'Andorran sont modestes, la chasse est sa seule passion, il aime les grandes excursions dans les gorges sauvages et dans les forêts inexplo-
rées ; sa culture intellectuelle est peu considérable ; les préoccupations matérielles l'absorbent davantage.

Les pasteurs andorrans sont pleins d'austérité, et le silence qui règne à l'ombre des vieux pins, règne aussi dans l'intérieur des bourgs, sous le manteau du foyer domestique et sous le porche des vieilles églises paroissiales.

L'Andorre professe la religion catholique et fait partie du diocèse d'Urgel.

*
* *

L'Andorre est un état *protégé*, tributaire de la France et de l'évêché d'Urgel.

Parmi les quatre états européens protégés, elle

(1) *Edmond Desmolins*, les Français d'aujourd'hui, I.

tient le premier rang comme superficie, mais le dernier comme population :

Etats	Capitales	Kil. carr.	Habit.
Monaco principauté . .	Monaco	21	13.800
Lichtenstein, principauté .	Vaduz	159	9.400
Saint-Marin, république .	St-Marin	59	8.000
Andorre, seigneurie . .	Andorre	452	6.000

L'Andorre doit être rangée parmi les états *neutres* (1), mais elle ne peut guère prétendre au titre d'*Etat souverain*, car si elle possède l'autonomie interne, l'*indépendance intérieure*, elle est, au point de vue de la souveraineté extérieure, sous la dépendance de ses deux Co-princes (2), la Mitre et la France.

Nous verrons que l'Andorre est une ancienne *Seigneurie du Comté d'Urgel*, et que si les droits seigneuriaux sont devenus à peu près honorifiques, le caractère de vassalité est resté le même.

(1) Neutre, en vertu de la tradition mais non d'un acte de neutralisation émanant des grandes puissances.

(2) On dit : *Co-princes, Princes protecteurs*, le vrai titre est *Co-seigneurs* d'Andorre.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE DES INSTITUTIONS

ET PRINCIPALEMENT,

DE LA CO-SUZERAINETÉ

sur l'Andorre

HISTORIQUE

La région pyrénéenne fut, à la fin du VIII^e siècle, le théâtre de maints combats entre les Sarrazins déchainés, déjà maîtres de la Péninsule, et les paisibles habitants de la Catalogne et des plaines d'Urgel. Ces derniers, presque toujours vaincus, implorèrent le secours de Charlemagne ; l'empereur magnanime franchit les Pyrénées, rassura les populations alarmées et refoula l'ennemi ; plus tard, Louis le Débonnaire descendit en Catalogne et anéantit, dit-on, l'armée des Maures, auprès de *La Massana*, au *Serrat-del-Honor*, dans le *Val*, qu'il baptisa *Andorre*, si l'on en croit une légende encore accréditée dans les vallées :

..... C'était dans un repli des Pyrénées. Les Maures envahisseurs venaient d'essuyer une sanglante défaite ; éperdus, blessés, ils couraient en désordre, à travers les écarpements de la montagne. A cheval, au milieu de ses vaillants guerriers, Louis le Pieux se retourna une dernière fois du côté des fuyards ; à ses pieds écumait l'impétueuse Valira ; au-dessus de sa tête, les cimes du mont Anclar

tamisaient, en une pénombre gris-perlé, les derniers rayons d'un soleil de feu. Le fils de Charlemagne se remit alors en mémoire un passage de l'Ecriture ; il semblait'avoir été écrit pour les lieux et les évènements : *Endor, locus juxta montem Thabor, ubi filii Israël ad bellum præparantes, contra infideles castra posuerunt* (Rois, 28).

« Vallées sauvages, je vous baptise *Endor*, s'écria le prince ; soldats, je veux qu'un certain nombre d'entre vous s'établisse en ces lieux, que l'Andorre ne connaisse d'autre suzeraineté que celle de l'Empereur mon père, et aussi de mon féal chevalier le comte d'Urgel. Transformez vos piques en houlettes, et puisse chaque année une riche moisson récompenser vos labeurs ! »

Louis le Pieux avait dit ; il partit par le col de Fontargente, sa bruyante escorte disparut dans la montagne, et tandis qu'il gagnait l'Aquitaine, les nouveaux colons de l'Andorre n'entendirent plus que le fracas des torrents.

Tel fut, peut-être, l'acte de naissance du Val d'Andorre.

Dès cette époque, la dévolution et l'exercice de la souveraineté sur les vallées donna lieu à des conflits parfois sanglants, qu'il faut brièvement rappeler :

En concédant la suzeraineté au vaillant comte Sicfrid d'Urgel et à ses successeurs, Louis le Pieux entendait sauvegarder les droits que l'Evêque Posidonius, du même siège, avait tenu par une charte de l'an 802 de Charlemagne lui-même et en vertu

de laquelle lui, et ses successeurs percevaient la dime.

Mais les comtes se prétendaient seuls maîtres ; et une charte du 20 février 843 semblait leur donner raison, puisque Charles le Chauve y cédait au comte « la terre d'Andorre avec toutes ses appartenances, ses dépendances et juridictions quelconques (1), » — et l'affranchissait ainsi de tout hommage. Mais, les comtes n'avaient-ils pas eux-mêmes reconnu les droits épiscopaux, lorsque le 1^{er} novembre 819, dans la cathédrale de Seo, ils gratifièrent le siège d'Urgel des revenus et dimes andorranes ; bien plus, le 26 octobre 1040, dans la même cathédrale, ils abandonnèrent le domaine baronnial lui-même et l'Evêque fit graver en lettres d'or sur son modeste palais le titre de *Principe soberano de los Valles de Andorra*.

Il serait téméraire de prendre parti pour l'un des deux rivaux (2) ; il serait long d'entrer dans le détail de ces querelles de préséance ; du reste, elles n'ont pas troublé la sérénité de l'Andorre, et si le confluent du Sègre et de la Valira fut parfois rougi du sang des vaincus, jamais dans la montagne andorrane les pâtres n'ont pris part à la lutte, jamais les villages des vallées ne se sont soulevés ; ils savaient bien que leurs suzerains se battaient, mais

(1) Texte de la charte du 20 février 843.

(2) Du reste, jusqu'au XII^e siècle, l'histoire de l'Andorre est enveloppée de nuages et de légendes ; M. Brutails remarque avec raison que la certitude n'existe pas d'une manière absolue pour cette période de l'histoire des Vallées.

ils ne connaissaient guère le motif des hostilités.

A la fin du XII^e siècle, par une charte du 9 novembre 1190, le comte Ermengol d'Urgel céda au vicomte de Castelbon les droits seigneuriaux sur l'Andorre et lui fit tenir en fief le château de Saint Vincent et le village de Santa-Coloma; — cession qui violait la suzeraineté de la Mitre.

Celle-ci confia sa cause au puissant comte de Foix, Raymond-Roger, auquel elle promit le partage de la souveraineté sur les vallées.

Après être intervenu, les armes à la main, le Comte de Foix maria son fils aîné avec l'unique héritière de la famille de Castelbon, le 10 janvier 1202, en la ville de Tarascon, près de Foix. *Les droits de la maison d'Urgel qui étaient passés par cession au vicomté de Castelbon, se trouvèrent ainsi reposer par mariage, sur la tête des Comtes de Foix.* La Mitre d'Urgel fut sans cesse en difficultés avec ces puissants voisins, qui firent naître le désaccord par leurs prétentions exagérées. Après une guerre où la cité d'Urgel fut pillée, le Roi d'Aragon et l'Évêque de Valence persuadèrent aux belligérants de s'en remettre à des arbitres. C'était en 1278.

*
* *

L'année 1278 est dans l'histoire de l'Andorre une date décisive. Las de guerroyer, le comte *Roger-*

Bernard III (1), de Foix et l'évêque *Péré d'Urgel*, résolurent de faire vider le conflit par un arbitrage, qui se tiendrait en la cité épiscopale. L'Évêque de Valence, quatre nobles chevaliers et un chanoine de Narbonne, furent choisis comme amiables compositeurs.

Les 7 et 8 septembre 1278, les arbitres prononcèrent leurs sentences, dites : *Pareages de Andorra*, « aussi célèbres, aussi populaires au sein des vallées, qu'elles sont inconnues du reste du monde (2) ».

Les Comtes de Foix et les Evêques d'Urgel y sont proclamés *principes soberanos pro indiviso* (3), ils exerceront à jamais une suzeraineté indivise et égale sur les vallées neutres d'Andorre, et ils jouiront des mêmes privilèges.

Outre la question de Souveraineté perpétuelle (4), les Paréages règlent ou considèrent comme tranchées par la coutume, une foule de questions qui se

(1) C'est ce même comte Roger-Bernard de Foix qui, par une charte de 1293, accorda aux habitants de la vallée de Rancié-Videssos (Ariège), le droit perpétuel de prendre du bois dans les forêts et d'exploiter en commun les mines de fer de Rancié ;

Henri IV confirma ces privilèges ; aujourd'hui c'est le préfet de l'Ariège qui est chargé de la surveillance du Rancié.

Voir la *Réforme Sociale* du 1^{er} mai 1883.

(2) Victorin Vidal, l'*Andorre*, 1866.

(3) Voir plus loin, pages 91 à 108, la traduction complète des *Paréages de 1278*, d'après les documents qui se trouvent au Ministère de la Justice, *Bibliothèque du Comité de Législation étrangère*, Paris.

(4) Cette suzeraineté partielle inféodée aux Comtes de Foix, diffère du contrat de fief ordinaire, parce qu'ici la concession n'est pas gratuite, et qu'alors le concessionnaire se trouve soustrait à la plupart des obligations feudataires.

rattachent à l'exercice des droits co-seigneuriaux et dont l'importance est très variable.

Analysons quelques points principaux des Paréages :

Les Évêques et les Comtes lèveront « chacun pendant leur année » un modeste tribut sur l'Andorre, dit « *quistia* », mais la Mitre ne dépassera pas 4.000 sous miguriens, tandis que le comte de Foix pourra taxer à volonté les hommes d'Andorre pendant l'année qui lui est assignée. « Qu'il soit fait ainsi d'année en année, et que, pour commencer, le Comte lève la taille cette année 1278... ».

Le pouvoir judiciaire étant le principal apanage des Co-princes, les Paréages s'y arrêtent longuement :

Les Co-princes exerceront en commun la Justice sur le Val, ils délègueront à cet effet des représentants (1) qui régleront les causes de ce concert ; si toutefois l'un des deux représentants est absent, la Justice sera rendue par l'autre, mais toujours « au nom des deux Souverains ». Quant aux produits des amendes et confiscations, ils seront, après déduction des frais, partagés entre les Co-seigneurs, mais les parts ne seront pas égales, car « l'Évêque retiendra le quart de la somme, et le Comte et les siens les trois quarts ».

Les Paréages énumèrent ensuite les terres, vallées et châteaux que les Comtes de Foix « tiendront en fief à tout jamais de l'Evêque d'Urgel et de ses successeurs et de l'Eglise d'Urgel » ; les Comtes devront

(1) Les Viguiers et les Bayles.

donc l'*hommage*, honorifique du reste, à la Mitre, mais, « par égard et déférence pour le Comte Roger-Bernard », l'Evêque renonce à ce droit, « pour la vie dudit Comte seulement ».

Sont ensuite réglés divers échanges de manoirs et de terres, qui n'intéressent pas directement le Val d'Andorre, et « dont il sera fait des instruments publics qui devront être confirmés par le Souverain Pontife », sous peine d'une forte amende pour l'Evêque.

Les Paréages se termineront solennellement par le vœu que « ceci soit un accord perpétuel entre le noble Comte de Foix et les siens et l'Evêque d'Urgel, le Chapitre d'Urgel et les siens (1) ». Enfin, le Roi Pierre d'Aragon se porte garant de la bonne exécution de l'arbitrage.

*
*
*

Tels sont les fameux arbitrages de 1278, sanctionnés en 1282 par le Pape Martin IV. On peut les

(1) Les armoiries de l'Andorre rappellent son histoire : Ecartelé, au 1, *d'azur à la crosse et à la mitre d'or*, qui est la Mitre d'Urgel ; au 2, *d'or à trois pals de gueules*, qui est de Foix ; au 3, *d'or à quatre pals de gueules*, qui est d'Aragon-Catalogne ; au 4, *d'or à deux vaches passantes de gueules, colletées, accornées et clarinées d'azur, l'une sur l'autre*, qui est de Béarn. L'écu sommé d'une couronne de Marquis et accosté de deux palmes, avec les mots : *Syndicatura de Andorra*, et 4 vers latins. — Il y a quelques variantes : Souvent, on blasonne la mitre au 1 et la crosse au 3 ; ainsi en est-il sur des essais de monnaie de 1873. — Le drapeau national est : bleu, jaune, rouge. — (Note de M. A. G.).

considérer comme la base de tout le droit public andorran; ils subsistent encore dans leur intégrité presque absolue, et le temps n'a pu modifier leur caractère. La célèbre maison de Foix s'est alliée à celle de Béarn et lui a cédé ses droits sur l'Andorre; ces deux familles se sont fondues dans celle des Bourbons, et, lorsque Henri IV monta sur le trône de France, il succéda à leurs titres.

Dès lors, le Roi de France fut Co-prince d'Andorre (1) Et l'attitude de la France à l'égard de l'Andorre n'a pas varié depuis cette époque. Nous sommes restés les protecteurs loyaux de la petite république.

Toutefois, nos relations avec les Vallées furent suspendues pendant la Révolution, non que l'Andorre eût refusé de payer la modeste *quistia*, mais parce que les autorités républicaines de Foix ne voulurent pas — le 22 août 1793 — accepter un *tribut* qui leur semblait « entaché de féodalité » et recevoir un *hommage* qui paraissait contraire à des principes alors en vogue. L'Andorre n'eût

(1) Il est vrai de dire que c'est comme aîné de la famille de Bourbon, et non comme chef d'Etat, que le Roi de France a exercé des droits souverains sur l'Andorre. Les droits auraient dû — logiquement — rester dans la famille de Bourbon, indépendamment du titre royal qu'elle a possédé et ensuite perdu. Mais, la personne du Roi s'étant confondue avec le Gouvernement, avec la France, le titre de Co-prince d'Andorre est échu ensuite aux chefs des divers Gouvernements — royal, impérial ou républicain — qui se sont succédés en France — la Révolution exceptée.

C'est ainsi que, dans les actes récents (décrets du 13-20 juillet 1888, par exemple), les Présidents de la République déclarent tenir leurs droits « des Comtes de Foix ».

donc, à cette époque, qu'un seul Protecteur (1).

Les Andorrans, désireux de renouer les antiques rapports avec la France, s'adressèrent à Napoléon. Le décret du 27 mars 1806 leur donna satisfaction (2)

(1) C'est à tort que certains atlas ou manuels déclarent que la situation de l'Andorre a été modifiée par la Révolution. — Non, l'Andorre est et reste une Seigneurie, soumise à deux Co-seigneurs de nationalité différente, et qui, probablement, dut à cette circonstance d'échapper à la centralisation qui s'est produite des deux côtés des Pyrénées.

(2) Décret impérial du 27 mars 1806. Napoléon, empereur des Français, roi d'Italie. — Sur le rapport de notre Ministre de l'intérieur; vu la demande des habitants de la vallée d'Andorre, tendant à être rétablis dans leurs anciens rapports d'administration, de police et de commerce avec la France; vu le rapport du Ministre des relations extérieures du 22 thermidor, an X, et la lettre du Conseiller d'Etat directeur des douanes au Ministre de l'intérieur, notre Conseil d'Etat entendu, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE 1. — Il sera nommé par nous, sur la présentation du Ministre de l'intérieur, un *Vigui*er, pris dans le département de l'Ariège, qui sera chargé d'assister, ainsi que le *Vigui*er de l'Evêque d'Urgel, aux cortès et lits de justice de la vallée d'Andorre, et qui usera de tous les privilèges que les conventions ou l'usage lui avaient attribués, soit dans l'exercice de ses fonctions, soit dans la nomination des bayles chargés de prononcer dans les affaires civiles.

ARTICLE 2. — Le Receveur général de l'Ariège recevra la redevance annuelle de 960 francs, que le Val d'Andorre payait à la France avant la Révolution, et il en comptera au Trésor public.

ARTICLE 3. — La faculté est accordée à tous les Andorrans d'exporter annuellement la quantité de grains et le nombre de bestiaux dont l'arrêt du Conseil de 1767 leur avait garanti l'extraction, et l'on s'assurera par des acquits-à-caution et par les moyens administratifs que ces grains et ces bestiaux sont réellement destinés à la consommation des habitants.

ARTICLE 4. — Trois Députés des Andorrans nous prêteront serment chaque année, entre les mains du Préfet de l'Ariège, que nous autorisons à cet effet par le présent décret.

ARTICLE 5. — Nos Ministres de l'intérieur, des finances et des relations extérieures, sont chargés de l'exécution du présent décret.

Signé : NAPOLÉON. Par l'Empereur, le Secrétaire d'Etat,

Signé : Hugues B. MARET.

en rétablissant le Viguier de France, en confirmant les franchises douanières et en acceptant le tribut et l'hommage des Vallées.

Tous les Gouvernements successifs ont accepté ce rôle protecteur, et l'on pourrait dire qu'à *l'aurore du XX^e siècle la situation des Vallées vis à vis de ses Princes est la même qu'au temps des Paréages*, s'il ne fallait dire un mot de quelques difficultés et de quelques réformes auxquelles l'autre Co-prince, l'Evêque d'Urgel, n'est pas resté étranger, et où il a joué un rôle prépondérant. Quant à la France, elle a continué à s'acquitter de sa pacifique mission, en protégeant sa fidèle seigneurie d'Andorre.

*
* *

Les Evêques d'Urgel depuis ces cinquante dernières années ont manifesté à maintes reprises des prétentions à la suzeraineté unique (1) et suprême des Vallées, oubliant trop l'histoire et les traditions de l'Andorre.

Mgr Caixal y Estradé, évêque réformateur, imposa le 31 mai 1866, à Andorre « comme venant de son autorité suprême » un Plan de Réforme, — qui fut

(1) En 1834, l'Andorre conclut une convention de neutralité avec le gouvernement de la reine Isabelle; en s'abstenant de demander le concours de l'Evêque.

du reste assez bien conçu et décentralisateur — qui aurait dû seulement être *proposé*, et soumis aux délibérations des autorités andorranes, — qui l'auraient accepté avec plus d'enthousiasme.

Cet acte fit perdre à la Mitre sa popularité; le baron de Plandolit, syndic dévoué à la Mitre, fut expulsé; en 1868, son Viguier fut chassé, les relations avec Urgel suspendues, et la France dut intervenir pour rendre le calme aux Vallées désorganisées, qui n'eurent à cette époque qu'un seul Co-prince, le suzerain français.

En 1880-81, ce fut la question douanière et la question des jeux et du casino, qui amenèrent des troubles très graves dans le pays (1).

La prétention à la Suzeraineté unique est exposée une nouvelle fois dans un document manuscrit récent, que Mgr Casanas y Pagès, le nouvel évêque, envoya, — le 12 août 1894 — au Conseil Général des Vallées. En voici un extrait :

« Attendu que le peuple d'Andorre ne forme avec l'Évêque qu'une seule entité politique, le Conseil Général ne pourra entreprendre aucune négociation avec les gouvernements étrangers, sans demander l'intervention de l'Évêque, *qui tient l'autorité suprême*... Et si le Conseil Général ne se soumet pas à l'autorité de l'Évêque, celui-ci usera de son influence auprès du *Gouvernement espagnol* pour que les droits de douane et les tarifs actuels subsistent intégralement, et pour qu'on exige de l'Andorre le

(1) Voir plus loin, pages 80 à 84, quelques détails sur la question douanière.

payement en métal des bestiaux importés, en considérant comme bestiaux étrangers tous ceux qui sont achetés en Espagne pour être introduits en Andorre... »

On voit par ces extraits que le ton de la lettre épiscopale est des plus autoritaire ; et que le *prince* ne craint pas de prétendre à la souveraineté unique.

Le Conseil Général répondit à ce menaçant document par une fin de non-recevoir. Fort de l'appui de l'immense majorité des Andorrans, il rédigea à son tour un manifeste qui fut adressé au Saint-Siège et à l'Évêque d'Urgel, et répandu dans les vallées.

Cette brochure, intitulée : *Cuestion de Andorra* (2), et rédigée en assez bon espagnol, est le contre-pied du document épiscopal. Les arguments invoqués sont tirés de l'histoire et de la tradition. Aussi, à la fin de notre étude historique, nous croyons utile de donner une traduction analytique de la *Cuestion de Andorra* et surtout de son *Introduction* qui est remarquable :

« On a beaucoup parlé d'Andorre depuis un quart de siècle... et la cause presque unique des perturbations qui s'agitent dans notre petit Etat est dans la prétention inadmissible des derniers Évêques à se considérer comme *souverains absolus* des vallées. »

(2) *La Cuestion de Andorra*, exposiciones elevadas por el M. I. Consejo general de los valles de Andorra al E. S. Obispo de Urgel y al Santissimo Padre. Barcelona, tipographia de M. Rovira. 1894.

A ces prétentions, les Andorrans opposent la pratique traditionnelle fondée sur les documents historiques et la nécessité du *selfgovernment*. Les Paréages de 1278 sont la base de leur droit public. Ils racontent avec une certaine complaisance, dans cette brochure, leurs principaux conflits avec la Mitre :

En 1855, un Evêque prétendit avoir seul le droit de prononcer la peine de mort, comme souverain, sans le concours du Co-prince français, ni du tribunal des Corts. Le Conseil Général nomma aussitôt une commission qui se présenta à Urgel et protesta contre l'absence de concours des deux suzerains ; le Viguiier épiscopal ne voulant point prendre parti, démissionna. Le 23 janvier 1855, le Conseil Général se réunit pour donner investiture au nouveau Viguiier, et avant qu'il entrât en fonctions, on prit soin de lui rappeler, par ordre de l'Empereur des Français, que l'Evêque ne pouvait rien faire sans le concours de la France.

En 1868, le conflit toujours latent prit soudain une tournure inquiétante. L'Andorre presque entière, — comme plus tard en 1881, — se trouva en armes, prête à la lutte, afin de « mettre fin aux agressions d'un représentant illégal de la Mitre » qui fut salué de cris révolutionnaires : *abajo el opisbo !* ; mais le Viguiier de France, fidèle à son rôle de pacificateur et de protecteur fit des observations à l'Evêque, et obtint du peuple qu'il poussât des cris plus constitutionnels : *Vivan los dos Principes !*

L'animosité contre les prétentions épiscopales est

toujours vive en Andorre, et le moindre incident (1) rallume les passions.

Les dernières phrases de la préface du manifeste sont vibrantes :

« De toute façon, la situation actuelle ne peut durer ! La dignité du gouvernement espagnol ne peut consentir plus longtemps à voir la direction de la politique internationale laissée aux mains d'un subalterne ; le prestige du corps épiscopal souffrirait de voir un de ses membres, jouant le rôle de chef des douanes à la Seo, inspirer publiquement des vexations qui réduiraient à la misère les familles d'Andorre .. ; pourquoi ? pour nous arracher un *oui*, que nos lèvres prononceraient, mais que nos consciences ne ratifieraient pas ! *Mieux vaudrait traiter avec une puissance sérieuse, comme la France ou l'Espagne*, qui suivrait au moins les principes équitables du droit des gens ! — Non, l'état présent des choses ne peut durer ; il faut que les Evêques *renoncent au titre de Prince Souverain*, et se contentent de la *Co-principauté*... »

Le document lui-même ne contient pas moins de 19 pages de texte serré. Il rappelle, avec maints détails les phases de l'histoire du Val d'Andorre. Nous croyons inutile de commenter ces idées, qui

(1) Un journal de Barcelone, la *Vanguardia* publiait le 11 septembre 1894 un interview d'un de ses rédacteurs avec Mgr d'Urgel. Dans cette conversation l'Evêque ne cesse de revendiquer ses droits à la Souveraineté absolue, et prétend agir par *patriotisme espagnol* !.. A cela l'Andorre répond : L'Evêque, s'il a vraiment souci du pays qu'il protège comme Co-prince, doit se considérer comme andorran plutôt que comme espagnol, et agir par *patriotisme andorran* !

sont en somme les mêmes que celles de la préface, mais présentées sous forme de lettre, en un style plus pondéré et plus académique. Citons seulement la conclusion.

« La conduite des Andorrans à l'égard de l'Évêque ne peut-être qualifiée de rébellion, pas plus que son attachement à la France ne peut être taxée d'impartialité et de passion. Les Andorrans veulent seulement *maintenir la tradition historique*, et ils sont prêts à renouer avec S. E. l'Évêque les antiques relations de cordialité. Ayant foi dans l'avenir, ils baisent son anneau pastoral... »

Le manifeste est daté du 18 octobre 1894 et signé des autorités (1). A sa suite, une supplique est adressée au Saint-Père, le priant d'intervenir en faveur de l'Andorre, auprès de l'Évêque (2) et des pouvoirs publics.

Tel est l'état actuel de la question de souveraineté. *Les deux seigneurs semblent pouvoir difficilement vivre en harmonie* ; mais il y a lieu de supposer qu'une action plus efficace de la France, une revendication de ses droits incontestables, suffirait à réfréner les prétentions de Mitre, et donnerait à l'Andorre, sur ce point, une satisfaction bien légitime.

(1) Palacio del Consejo general de los Valles de Andorra à 18 de octubre de 1894; por acuerdo del Consejo ; les Sindicos generales presidentes: Antonio Molés (était démissionnaire), Buonaventura Maestre (venait d'être élu). Segundo Sindico : Antonio Cabanès. El Secretario : Salvador Sausa.

(2) Mgr Casanas y Pagés a été nommé Cardinal, et tout récemment (février 1901) promu au siège de Barcelone.

Il faut espérer que, malgré des difficultés passagères, l'Andorre restera encore longtemps libre et quasi-indépendante, et que la question de son incorporation soit à l'Espagne, soit à la France, sera indéfiniment ajournée.

Puisse l'Andorre rester ce qu'elle est, (1) et jouir de ses intéressantes et séculaires *institutions politiques*, qui sont aujourd'hui presque les mêmes qu'à l'époque des Paréages. — La Co-suzeraineté seule a présenté une sorte d'évolution, et c'est pour cela que dans cette étude historique, nous en avons surtout traité.

(1) Notons pour mémoire qu'on a proposé d'échanger l'Andorre pour la *presqu'île de Llvia*, enclave espagnole en terre française, près de Bourg-Madame!... Cette terre n'offre aucun intérêt, sauf peut-être comme point stratégique. On a aussi parlé du Val d'Aran.

— On accuse quelquefois les Andorrans et les Catalans d'être *carlistes*; je crois que c'est exagéré. Toutefois les provinces d'Urgel en compte un certain nombre.



DEUXIÈME PARTIE

LES INSTITUTIONS POLITIQUES
CONTEMPORAINES

LES INSTITUTIONS POLITIQUES CONTEMPORAINES

La coutume, « ensemble de règles fondées sur la pratique nationale et sur un acquiescement tacite et permanent de l'opinion et des pouvoirs publics », est, surtout pour un petit pays, une base politique solide et en même temps élastique. Le droit public andorran a pour principale source : *la Coutume* traditionnelle (1). Il convient de mentionner aussi les *vieilles chartes* nationales et les fameux *Paréages de 1278*. En 1866, la loi dite *Plan de Réforme*, présentée et presque imposée par la Mitre, coordonna et modifia la coutume, surtout au point de vue électoral et paroissial ; cette fameuse Réforme était-elle absolument nécessaire ? Nous ne le pensons pas, et plusieurs estiment qu'elle est, au contraire, vaine et même dangereuse.

En tout cas, le souffle de l'antique tradition (2)

(1) Voir, page 64, la note sur le Digest et le Politar, recueils des coutumes nationales.

(2) Le Gouvernement français aurait-il l'intention de faire codifier la coutume ? Il a envoyé en Andorre deux savants, M. Brutails, archiviste de la Gironde, et M. Platon, bibliothécaire à Bordeaux, qui ont séjourné en Andorre (été 1900) et qui y retournent en ce moment (avril 1931) pour étudier les coutumes antiques.

est encore puissant dans les Vallées, et on a raison de dire que les Constitutions les meilleures ne sont pas les plus savantes, mais celles qui naissent de la tradition nationale et de l'expérience ; ces dernières sont les plus durables, elles défient l'effort des révolutions. Ainsi en est-il pour l'Andorre.

A la base de sa Constitution est la reconnaissance de la Souveraineté indivise de deux Co-princes. D'eux vient tout pouvoir, *législatif, exécutif, judiciaire*.

Si la loi vient, en théorie, de l'accord des deux Co-seigneurs, il convient de dire qu'en fait elle émane de l'Andorre elle-même et qu'elle reçoit l'*approbation tacite* des protecteurs. Les Co-princes jouent, au contraire, un rôle plus effectif dans l'exercice du *pouvoir judiciaire*.

Il convient donc d'examiner, d'une part, les pouvoirs législatif et exécutif et, d'autre part, le pouvoir judiciaire.

CHAPITRE I.

LES POUVOIRS LÉGISLATIF ET EXÉCUTIF

L'Administration Paroissiale et le Gouvernement Central

La loi émane en théorie de l'accord des deux Co-princes, et en pratique des décisions du *Conseil Général des Vallées*, tacitement approuvées par la Mitre et la France.

L'Andorre ne connaît que deux divisions administratives : *la Paroisse* et *la Nation*.

Nous allons donc étudier l'*organisation paroissiale*, et ensuite nous traiterons des pouvoirs publics proprement dits de la petite République, qui sont le *Conseil Général des Vallées*, législatif et surtout administrateur, et du *Syndic général* des Vallées, revêtu du pouvoir exécutif.

SECTION I.

L'Administration Paroissiale

La paroisse andorrane est une unité politique très vivace (1), qui se compose de tous les citoyens qui y détiennent quelque bien ou qui y exercent quelque industrie.

L'Andorre est divisée en six paroisses : *Canillo, Encamp, Ordino, La Massana, San Julia et Andorra* : Chacune d'elles comprend, outre le village central, un grand nombre d'annexes (fermes dans la montagne, petites agglomérations de cabanes, moulins isolés, etc...), ainsi la paroisse de Canillo comprend notamment *Soldeü* (100 habitants), dernier hameau (télégraphe) du côté de la France.

Parmi les 6.000 habitants des Vallées, 2.100 seulement habitent les bourgs, tandis que 3.900 résident dans les annexes des paroisses (2).

	Nombre d'annexes	Habitants des paroisses centrales	Total des habitants
Canillo	12	300	1.100
Encamp	5	150	700
Ordino	10	250	900
La Massana	10	300	1.100
San Julia	10	500	1.000
Andorra	5	600	1.200
	52	2.100	6.000

(1) *La Loi de Réforme* du 31 mai 1866, s'est occupé sérieusement de l'organisation paroissiale (communale).

(2) D'après le *Guia-Itineraria de Cerdanya y Andorra*, par A. Os-cana, Barcelone, 1894. — Certains atlas et dictionnaires donnent des chiffres vraiment trop fantaisistes. Le répertoire du Droit français de Fuzier-Hermann, tome 4, indique 20.000 habitants (*sic*) !...

Pour être électeur dans une paroisse, il faut :
« être andorran (1), — paroissien (2), — chef de famille, — majeur de 25 ans, — en état judiciaire parfait. »

La paroisse (ou commune) est administrée par un *Conseil de paroisse*, élu par tous les citoyens qui possèdent les qualités sus-énoncées.

Le Conseil paroissial (communal) porte le nom de *Comu* et se compose des deux *Consuls en fonction* (maire et adjoint) et de douze *Conseillers*, parmi lesquelles siègent les deux *Consuls sortis de fonction*.

Les deux *Consuls* sont élus tous les deux ans (3) par la *Comu*. Les candidats au Consulat doivent être électeurs et, de plus, être âgés de 30 ans, être mariés, de bonne vie et mœurs, et avoir des biens-fonds suffisants pour répondre d'une mauvaise administration éventuelle (4), et avoir la capacité civile de gérer leurs biens (5) ; ne pourrait aspirer à cette magis-

(1) Les étrangers ne peuvent être ni électeurs ni éligibles.

(2) Juridiquement, le mot paroissien est synonyme de *citoyen d'une commune*, citoyen inscrit sur les contrôles de sa commune, exerçant une profession.

(3) Avant la loi de 1866, l'élection avait lieu tous les ans, mais on a préféré — avec raison — un mandat plus long.

(4) On remarquera quelles précautions prend la loi pour assurer la bonne gestion des finances publiques. Le peuple vérifie la comptabilité publique par l'intermédiaire de deux *Délégués aux comptes*, élus par les citoyens ; le vote a lieu le même jour que pour les Conseils, mais les autorités s'abstiennent de voter pour ces Délégués (article 5 de la Réforme) Ces Délégués sont élus pour 2 ans, rééligibles ; ils ont droit de prendre connaissance de l'administration et des comptes d'intérêts publics. Nous verrons qu'en Andorre on peut poursuivre les fonctionnaires.

(5) Traduction de l'article 3 de la Réforme de 1866.

trature un individu ayant des obligations envers la commune, à moins qu'il ne puisse justifier d'une novation de sa dette ; de plus, sont incompatibles avec les mandats électifs les qualités de : ecclésiastiques, bayles (juge ordinaire), domestiques ; les sourds-muets, les aveugles et *les ivrognes* ne peuvent également représenter leur paroisse.

En fait, les Consuls sont toujours choisis parmi les habitants les plus notables et les plus riches de la commune ; ainsi, dans la pratique, les mœurs andorranes essentiellement démocratiques sont mitigées de tendances aristocratiques (1).

« Les deux Consuls élus fonctionnent quatre années avec les autres membres de la *Comu*, mais avec le caractère de Consuls les deux premières années et de simples conseillers les deux autres années (2) ». En sortant d'exercice, les Consuls restent donc obligatoirement dans le Conseil municipal pendant deux ans, tandis que deux nouveaux Consuls sont venus les remplacer (3).

Telle est la composition des Conseils communaux ; avant de parler de leurs attributions, disons un mot des élections andorranes, d'après le texte de la Réforme de 1866 :

« Les élections se feront dans chaque paroisse

(1) Comparer avec les institutions du *demi-canton d'Obwalden* (Suisse), démocratie modèle ; d'après l'étude de M. Maurice Gand, avocat à Lille : *l'Allmend dans le canton d'Obwalden*, 1897.

(2) Traduction de l'article 8 de la loi de Réforme du 31 mai 1866.

(3) La présence de ces *anciens maires* dans les Conseils municipaux semble bonne, car ces personnages peuvent donner des conseils que leur expérience du pouvoir leur dictera.

dans le bourg principal, au jour fixé *par les autorités et le peuple* (1) ; une fois le jour connu, les autorités locales se réuniront pour présider l'élection ; la présidence devra être constituée par un président, deux autorités et un secrétaire ; sera président le premier Consul ou le deuxième, ou toute personne par eux déléguée ; pourront être assesseurs les membres restants du Conseil municipal, ou les membres du Conseil général des Vallées. Les élus seront ceux qui auront la moitié plus une des voix. Au Bureau peuvent figurer les représentants des diverses bourgades qui forment la paroisse... (2). »

En pratique, les élections se passent d'une manière très calme et très sérieuse : Le scrutin est ouvert de 10 heures 1/2 à 4 heures, chaque chef de famille vient voter, « il pourra *crier* devant le bureau par écrit ou par oral (*sic*) qui il est et pour qui il vote (3) ». Les citoyens votent les premiers, ensuite les autorités constituées. A 4 heures, on ferme les portes, les autorités dépouillent le scrutin, puis on proclame les élus. Au premier tour, la majorité absolue est nécessaire ; les ballottages sont rares, les invalidations encore plus, c'est le Conseil général des Vallées qui serait compétent.

Les *partis politiques* (4) ont leur secrétaire qui se

(1) En pratique, les principaux chefs de famille, les « anciens », se consultent et fixent d'un commun accord le jour où aura lieu le scrutin : leur avis est toujours suivi sans récriminations.

(2) Traduction de l'article 4 de la Réforme de 1866.

(3) Voir l'article 5.

(4) Le mot de *partis politiques* est un peu prétentieux ; à la vérité, il n'y a guère de groupement électoraux, il faut seulement noter deux

tient sur la place publique et fait de la propagande pour les candidats désignés.

*
* *

Une fois le Conseil communal constitué, son premier soin doit être de nommer à la majorité des voix le Consul majeur et le Consul mineur de la paroisse (1).

Les attributions de la *Comu* sont à peu près celles de nos conseils municipaux français. Parmi les deux Consuls, l'un, dit premier ou majeur, fait fonction de maire ; l'autre, dit second ou mineur, tient lieu d'adjoint.

Il est beaucoup d'affaires que le Consul premier règle seul, d'autres qu'il confie à ses adjoint ou conseillers. Quant aux multiples *affaires courantes*, elles sont discutées avec le concours des douze élus qui forment, avec les deux Consuls, le vrai *Conseil municipal* (2), administrant les biens paroissiaux,

tendances, — l'une vers la France et le progrès, — l'autre vers la Mitre d'Urgel ou vers l'Espagne. Depuis 1887, le *parti français* l'emporte toujours aux élections.

Dans la collection *Sentupéry*, tome 1, page 200, on signale divers partis politiques andorrans parmi lesquels on a soin de citer « *un parti politique révolutionnaire* » (sic) « sans but ni programme très définis ». — C'est pousser trop loin l'analyse !

(1) Articles 6 et 8.

(2) L'époque et le nombre de réunions ne sont point fixées par la Loi.

« Nous nous réunissons 6 ou 7 fois par an... ; des questions importantes à discuter sont celles des pâturages communaux, etc. », me fut-il dit à Andorre (août 1898).

s'occupant des pâturages, des questions agricoles, etc...

Les paroisses, comprenant toutes des agglomérations multiples, il faut donner satisfaction à ces divers quartiers (*qarts*); aussi quelques notables de ces *qarts* figurent au conseil; ainsi à l'assemblée paroissiale d'Andorre-la-Vieille sont adjoints six conseillers des Escaldas, annexe de la capitale.

La Loi de Réforme de 1866 a, du reste, réglé toutes ces questions, — quelquefois avec obscurité et confusion, toujours avec détails.

Toutes les fonctions électives sont gratuites. Elles sont mêmes obligatoires, car « l'élu est obligé de *servir*, à moins qu'il n'ait l'âge de l'honorariat, 60 ans. »

Chacune des six paroisses de l'Andorre possède un curé et un vicaire, nommés par l'Évêque d'Urgel, et recevant de sa mense une modeste rétribution; l'Évêque doit doter chaque cure de « 25 livres catalanes, 12 charges de seigle et 3 de vin », et perçoit, à cet effet, un droit de *dîme*, presque dérisoire, sur les habitants; depuis 1842, certaines paroisses ont racheté, à perpétuité, la dime pour une somme de 3,000 francs !...

Les prêtres andorrans exercent des fonctions importantes et parfois pénibles : « Lorsque la neige est tombée et les chemins encombrés, le prêtre monte cependant jusqu'à ces métairies isolées dans la montagne, — où vivent des familles entières, pour secourir les malades... » (1).

(1) G. Vuillier, dans le *Tour du monde*, 1888, n° 1414.

Les vicaires donnent l'instruction, très élémentaire, aux jeunes garçons, et apprennent aux filles à lire le catéchisme. Durant la belle saison, les enfants s'adonnent surtout aux travaux champêtres, mais l'hiver venu, il y a des instituteurs communaux qui enseignent les rudiments de l'instruction primaire dans la *maison du village*. Les exercices scolaires sont surtout fréquentés à Encamp, où existe maintenant une école française de garçons, à S. Julia et à Andorre, où viennent d'être fondées des écoles primaires de filles (1).

— Après avoir examiné l'organisation paroissiale, nous sommes naturellement amenés à traiter de l'organisation centrale nationale, qui est le *Gouvernement* andorran, et qui a pour assemblée délibérante : *Le Conseil Général des Vallées*, et pour organe exécutif : *Le Syndic* procureur général des Vallées.

(1) Monsieur le Viguier de France en Andorre m'écrit (décembre 1900) que les deux écoles de filles sont actuellement dirigées par deux jeunes filles *andorranes* ayant obtenu leur brevet supérieur à l'Ecole normale de Perpignan ; l'école primaire de garçons a pour titulaire un ancien boursier au collège de Perpignan.

— Inutile d'ajouter qu'il n'y a en Andorre de *question scolaire*, en aucun sens du mot.

SECTION II.

Le Gouvernement National.

Le Pouvoir Législatif.

Si l'Andorre était une entité politique parfaitement indépendante, son *Gouvernement national* jouirait de la prérogative de faire les lois, du *Pouvoir législatif*. Mais nous savons que La Loi résulte uniquement de la volonté commune des deux Co-princes, en théorie du moins ; l'initiative pratique vient le plus souvent des Andorrans, les Co-princes se réservant d'approuver tacitement la délibération du Conseil général.

Si les deux Co-seigneurs n'étaient pas d'accord sur une question législative, *on consulterait le peuple*, en ses paroisses, par referendum ; mais le cas ne se présente guère.

Certaines lois ont été proposées par l'un des Co-seigneurs, ainsi en est-il de la *Réforme de 1866*, proposée et presque imposée par la Mitre.

C'est précisément cette loi qui a réglé le mode d'élection du Conseil général, — sans changer du reste notablement les coutumes.

Dans son introduction, la Réforme indique les bases électorales nationales :

« Droit de vote de tous les chefs de famille des Vallées pour élire les vingt-quatre membres du Conseil général. Ceux-ci, élus pour quatre ans, renouve-

lables par moitié tous les deux ans. Les vingt-quatre doivent être élus en dehors du Conseil de paroisse, mais avec la faculté de connaître, comme cela se passe déjà, des dissensions entre les administrateurs de la commune et le peuple ».

Les *Conseillers Généraux* (députés) sont *donc élus en dehors des douze membres et des Consuls des paroisses* ; Avant 1866, c'étaient assez souvent les deux Consuls et les deux Consuls-conseillers de chaque paroisse qui allaient au Conseil général, au nom de leur paroisse, investis de nouveau de la confiance de leurs concitoyens ; mais la Réforme a voulu faire cesser cette coutume, qui avait pour inconvénient de remettre entre les mains des mêmes personnages tous les pouvoirs — communaux et nationaux.

L'électorat et l'éligibilité au Conseil général sont les mêmes qu'au Conseil communal ; les élections se passent dans les mêmes formes, et souvent les mêmes jours.

« Si l'un des quatre membres paroissiaux du Conseil général vient à mourir, les trois autres membres lui nommeront un suppléant, qui restera en fonction pendant le temps que le défunt y serait resté (1). Si un élu vient à mourir avant d'entrer en fonctions, il appartiendra au groupe de quartier qui l'a nommé de pourvoir à son remplacement par une élection ». Les groupes de quartiers de paroisses sont en effet représentés : « Au renouvellement de la moitié des membres du Conseil général, on fera en sorte que les groupes de quartiers aient un nom-

(1) Article 10 de la Réforme.

bre de représentants qui leur corresponde : on fera en sorte que la première moitié arrive au terme de ses quatre ans, quand l'autre moitié aura seulement deux ans de fonctions (1) ».

Si quelque difficulté électorale se présente, le Conseil Général est compétent, et il « donnera une interprétation obligatoire pour toutes les paroisses, sauf recours aux princes souverains (2) ».

Le recrutement des membres du Conseil Général est donc complètement *électif*:

Les élections une fois terminées, le Conseil Général entre en fonctionnement ; *il se compose de 24 membres, 4 par paroisse.*

Ce Conseil a des attributions considérables, mais comme nous l'avons dit, *il est plutôt administrateur que législatif*, en théorie du moins.

Le Conseil Général nomme le Syndic Général des vallées (titulaire du pouvoir exécutif) et c'est à son tour le Syndic qui convoque le Conseil Général pour les cinq réunions habituelles : vers la Noël, Pâques, Pentecôte, St-André, Toussaint. En dehors de ces sessions, il peut y avoir des réunions extraordinaires pour lesquelles on reconnaît trois modes de convocation : — le Conseil lui-même peut se convoquer spontanément, — le Syndic a le droit de le réunir à tout moment, — enfin un citoyen peut assembler le Conseil pour lui demander une réforme urgente ou lui proposer une entreprise ; dans ce dernier cas, ce

(1) Article 8, *passim*.

(2) Article 11. — La sentence n'est donc pas seulement obligatoire entre les parties, mais à l'égard de tous.

citoyen supporte les frais de nourriture des conseillers (et de leurs mulets) pendant la session extraordinaire. (1)

Il n'y a pour ainsi dire rien qui soit étranger aux *attributions du Conseil Général* : administration générale, réformes, nomination aux emplois, contrôle des agents exécutifs.

Lorsque l'affaire en discussion est peu importante, le Conseil la fait trancher par une section de six membres, un par paroisse, ou de douze... « Il peut aussi s'en remettre à trois ou quatre individus de chaque paroisse, pris parmi les plus éclairés, pour résoudre les controverses. »

Les décisions sont prononcées à haute voix, à la majorité, elles sont de suite enrégistrées et elles deviennent irrévocables. Toutefois, il peut toujours y avoir recours aux Co-princes, et si leur souveraineté était engagée dans la question, ils pourraient réformer d'office la décision de l'assemblée.

Le Conseil n'a pas seulement des attributions administratives, mais il a même deux attributions judiciaires civiles : — la première est la connaissance des questions litigieuses touchant les *servitudes rurales et urbaines* ; — la seconde est la présentation

(1) Coût : une centaine de francs environ. — On admet même qu'un étranger pourrait convoquer le Conseil, mais il faudrait au moins que sa demande soit appuyée par quelques personnages en vue.

— Les Consuls (maires) remettent à chacun des conseillers généraux élus de la paroisse, 24 *duros* destinés à faire face aux frais de déplacement à l'occasion des sessions ; un compte exact des frais est tenu par les Consuls, et la provision de 24 *duros* est renouvelée ; contre reçus correspondant aux dépenses forcées.

d'une liste de six noms parmi lesquels les Viguiers des Co-princes choisissent les Bayles (juges de première instance) (1).

Les membres du Conseil Général (et de même les Consuls et les membres du conseil de paroisse), ne sont pas seulement considérés comme des mandataires élus, mais aussi comme des représentants responsables, et surveillés par le peuple. De cette conception vient qu'en Andorre le *droit de poursuite des fonctionnaires et des élus*, « *des autorités* » en un mot, existe complètement.

« Les autorités communales et générales peuvent être citées par les particuliers devant les tribunaux pour obligation contractées comme particuliers ; s'il s'agit d'obligations contractées *en tant qu'autorités*, on pourra également les poursuivre, à condition d'obtenir le *visa du syndic* pour poursuivre les Consuls, Conseillers généraux, etc., et le *visa du Conseil* pour citer les Syndics ; on ne devra *jamais refuser le visa* pour une cause juste ; s'il arrivait qu'on refusât, le particulier aurait recours aux princes souverains ». (2).

Le Conseil Général des Vallées ne tient que de courtes sessions, et il s'en remet pour l'exécution des décisions, aux soins du Syndic Général qui est le plus élevé des représentants de l'Etat.

(1) Voir pages 63, 64, etc.

(2) Article 16 de la Réforme.

SECTION III

Le Gouvernement National
Le Pouvoir exécutif

Le syndic général des Vallées, — qui est appelé officiellement *Syndic procureur général* — est le plus haut fonctionnaire de l'Etat, il est le président de la république andorrane.

C'est le Conseil Général qui nomme pour un temps indéterminé *le Syndic Général et le Vice-Syndic*, et qui peut les déposer.

Mandataire du Conseil général, le Syndic est détenteur du *pouvoir exécutif* et l'exerce véritablement.

Le Syndic *représente le Val d'Andorre* auprès des puissances étrangères ; il a eu dans ce dernier quart de siècle plusieurs occasions de se rendre soit à Madrid pour des négociations douanières, soit à Paris, aux solennités françaises.

Il délivre aux étrangers les *passe-ports* nécessaires ; c'est aussi lui qui délivre — s'il y a lieu — aux négociants, les certificats d'origine andorrane destinés à assurer la franchise douanière.

De plus, il veille à la sécurité nationale tant intérieure qu'extérieure, et a mission de défendre l'Andorre contre toute tentative ennemie.

Il centralise les *deniers publics*, il en est le dépo-

sitaire officiel, et en devient responsable. Il est ministre des finances de la petite République.

Dans toutes les branches de l'administration, il a délégation pour exécuter les décisions du Conseil Général.

Son mandat est gratuit et purement honorifique ; Le Syndic est toujours choisi parmi les personnages les plus honorables et les plus riches (1).

Chaque année, Le Syndic rend compte au Conseil de sa gestion financière :

Les *finances* de l'Andorre sont très modestes : Les revenus de l'Etat proviennent surtout de la vente des bois en forêts, du fermage des pâturages nationaux ; et aussi d'un très léger *impôt sur le revenu* présumé, taxé annuellement par un *contador* paroissial, et recouvré sur quiconque possède des terres ou exerce un métier : cet impôt est tellement bénin qu'il passe inaperçu, et qu'on a coutume de dire que : En Andorre il n'y a pas d'impôts.

Les dépenses de l'Etat sont principalement les frais du culte, les réceptions des Viguiers, les réparations aux édifices publics, les indemnités de déplacement et nourriture des conseillers généraux lors des sessions, et les frais de correspondance du Syndic (il n'y a pas de frais de voirie !). Mais, de toutes les dépenses, la plus importante, la plus sacrée, est la fameuse *quistia*, tribut andorran,

(1) M. Bonaventura Maestre, actuellement Syndic, est un homme actif et un ami de la France ; il connaît à fond les questions andorranes, et sa conversation a été pour moi (août 1898) pleine d'intérêt et très instructive.

payé, comme l'on sait, aux Co-princes en reconnaissance de leur protection (1).

Le budget andorran est d'environ 35.000 francs.

Le Syndic est le chef de l'*armée*; cette armée se compose, en principe, de tous les citoyens valides ayant un fusil; dans chaque paroisse, le conseil nomme un capitaine et un lieutenant; si besoin en était, on mobiliserait les troupes, sous la surveillance des Bayles et des Viguiers... Il n'existe *aucun service militaire* ni aucune revue d'appel (2), en ce pays neutre.

Le Syndic est le chef et le surveillant des fonctionnaires. Ces personnages sont du reste peu nombreux. Citons pour mémoire : Le *notaire*, qui est le secrétaire du Conseil général, le *portero* ou héraut public, le *mustapha* qui vérifie les poids et mesures; le *veedor* qui s'occupe de l'arpentage et bornage; le *manador*, exécuter des ordres du

(1) L'Andorre paye un tribut annuel de 450 francs à la Mitre d'Urgel; La France perçoit 960 francs par an, mais pour éviter aux trois délégués andorrans de fréquents voyages, la redevance est versée tous les deux ans, et elle monte donc à 1920 francs. — Les délégués prêtent en même temps serment de fidélité à la France.

Cette formalité vient précisément de s'accomplir (avril 1901), trois délégués ont versé la *quistia*, à Perpignan, entre les mains de M. Edmond Robert, préfet des Pyrénées-Orientales, délégué permanent en Andorre. M. Robert a offert un dîner en l'honneur de la délégation andorrane.

Les journaux du 26 avril 1901, disent que « la délégation est partie enchantée de l'accueil qui lui a été fait ».

(Voir page 28, l'historique de la *quistia*.)

(2) Autrefois, les Viguiers passaient quelquefois les troupes en revue vers la Pentecôte, mais cette cérémonie, qui était inutile et coûteuse, fut souvent le prétexte de manifestations tumultueuses.

conseil. Le titre de *médecin* des Vallées n'existe plus (1).

En Andorre, le titre de fonctionnaire n'entraîne presque jamais d'émoluments ; le principe est la gratuité des emplois, qui ne sont recherchés que pour l'honneur qui s'y attache (2). Le fonctionnaire nommé, qui refuserait son concours sans raisons sérieuses, pourrait être expulsé de l'Andorre, — le cas s'est présenté.

Cette manière de comprendre le fonctionnarisme vient du grand amour qu'ont les Andorrans pour leur pays ; chacun doit le servir sans attendre ni pension, ni décoration.

Toutefois, ces tendances n'empêchent point que tout citoyen, depuis le pâtre jusqu'au riche propriétaire, ne jouisse de la même égalité politique, et que tous, depuis « le vieux chevrier » jusqu'au Syndic Général, ne soient soumis aux lois de l'Etat, et ne soient justiciables des mêmes tribunaux où les délégués des Co-princes rendent la justice au nom de l'indivise suzeraineté.

(1) Il y a à Andorre un jeune médecin espagnol, M. Pompeyo Jordana y Re, qui a fait ses études à Barcelone.

(2) Ce sont en fait les personnages les plus riches qui remplissent les fonctions publiques.

CHAPITRE II.

LE POUVOIR JUDICIAIRE

PRINCIPAL APANAGE DES CO-PRINCES

La distribution de la justice a toujours été la prérogative principale et effective des Coprinces.

De tout temps ils ont désigné des lieutenants chargés de les tenir au courant des affaires d'Andorre. La Mitre désigne à cet effet un Vicaire Général.

Dans ces derniers temps, c'était le Préfet de l'Ariège qui portait le titre de délégué permanent pour les affaires d'Andorre, en vertu du décret du 27 mars 1806 (1), mais depuis le décret du 3 juin 1882 (2), jusqu'en 1884, ce fut le sous-préfet de Pra-

(1) Voir le texte page 31.

(2) Texte du décret du 3 juin 1882.

Article 1. Les pouvoirs que le décret du 27 mars 1806 avait conférés au Préfet de l'Ariège seront exercés par le Préfet des Pyrénées-Orientales.

Article 2. Il est institué, en outre, pour représenter l'Etat français dans l'exercice de ses droits de souveraineté vis à vis des autorités andorranes et dans ses relations avec l'Evêque d'Urgel, un *délégué*

des. Un décret du 28 juin-4 juillet 1882 (1) précisa que le versement de la *quistia* aurait lieu à la Trésorerie générale des Pyrénées Orientales. Et enfin le décret du 27 février-1^{er} mars 1884, transporta définitivement au *Préfet des Pyrénées-Orientales* le titre de *Délégué permanent*. C'est donc lui qui est chargé, au nom de la France, des rapports diplomatiques avec la Mitre.

Mais, en ce qui concerne *la justice* et les *rapports directs* avec les Andorrans, les Co-princes se sont fait représenter, depuis les fameux Paréages de 1278, et encore de nos jours, par un personnage dont le nom et les fonctions n'ont jamais varié, c'est le *Viguiier* (*Veguer de las Valles*) ; mandataire autorisé des Co-seigneurs, le Viguiier jouit en Andorre de la plus haute considération et il est traité à l'égal des Princes eux-mêmes lorsqu'il se rend dans les Vallées.

permanent. Le sous-préfet de Prades est investi de cette délégation, qui laisse subsister dans son intégrité les attributions spéciales du *Viguiier français*, telles qu'elles ont été déterminées par le décret du 26 mars 1806.

Article 3. Est abrogée la disposition du décret du 27 mars 1806 qui prescrivait que le *Viguiier français* serait pris dans le département de l'Ariège.

Article 4. Toutes les autres dispositions dudit décret sont et demeurent maintenues.

(1) Texte du décret du 28 juin-4 juillet 1882.

Article unique. La redevance annuelle de 960 francs due à la France par la Vallée d'Andorre sera versée à la Trésorerie Générale des Pyrénées-Orientales et portée en recette aux produits divers du budget de l'Etat. Le versement de cette redevance devra avoir lieu dans le courant de l'année à laquelle elle se rapporte.

Le *Viguiér* a la haute main sur l'administration de la justice, surtout de la justice criminelle.

Le *Viguiér de France en Andorre*, (1) est nommé par le ministre des affaires étrangères pour un temps indéterminé, et reçoit une indemnité annuelle de 6.000 francs.

Le *Viguiér de la Mitre d'Urgel en Andorre* (2), est un des personnages en vue de la Seo d'Urgel.

Les *Viguiers* qui s'occupent surtout de la justice répressive, nomment et délèguent un *Bayle* (battle, bajubus), spécialement chargé de la justice civile.

Le *Bayle* est un Andorran nommé par le *Viguiér* pour trois ans, sur présentation d'une liste de six membres, rédigée par le Conseil général et visée par le Syndic; si le *Viguiér* ne croit pas devoir choisir son *Bayle* parmi les six candidats, il doit demander une nouvelle liste de noms dans laquelle il est forcé de choisir : c'est une intervention des élus andorrans dans l'administration de la Justice (3), la Justice est

(1) Le *Viguiér* français est M. Charles Romeu, licencié en droit, officier d'académie. Nommé en 1887, il a su vite acquérir en Andorre toute l'autorité désirable, son nom est universellement connu dans les Vallées; on lui doit beaucoup de réformes et d'améliorations, notamment les postes et télégraphes.

Je suis personnellement très reconnaissant à M. Romeu des précieux renseignements qu'il a bien voulu me fournir lors de mon voyage en Andorre (1898), et de la correspondance très instructive qu'il veut bien continuer encore aujourd'hui avec moi.

(2) Le *Viguiér* épiscopal, M. Francisco Pallerola, de la Seo, avocat de l'Université de Barcelone, a été nommé récemment notaire de la Reine à la Seo; ce titre l'empêchant d'exercer des fonctions publiques à l'étranger, il se trouve ne pouvoir se rendre en Andorre en tant que *Viguiér* de la Mitre.

(3) Voir, page 54, un autre empiètement du *législatif* sur le *judiciaire*.

essentiellement une prérogative des Souverains.

De même qu'il y a deux Viguiers, il y a *deux Bayles*, le Bayle du Viguiier de France et le Bayle épiscopal.

*
* *

Justice civile. — Le Bayle exerce la juridiction civile ordinaire; il pourrait être assimilé à un juge de paix et à un juge de première instance : de plus, le Bayle a la police générale des Vallées, il veille à la sécurité nationale, de concert avec le Conseil général; il instruit les affaires pénales en l'attente du Viguiier. Dès qu'il est nommé, il se présente au Conseil général et jure d'observer les privilèges et coutumes de la Vallée; il est l'agent le plus actif des Co-princes, et ses fonctions sont assez absorbantes.

Au civil, il a trois degrés de juridiction :

Le premier degré, le principal, est constitué par le Bayle épiscopal ou de France, au choix des parties. Le Bayle, qui juge seul, s'efforce de concilier les plaignants, mais, si ses efforts sont impuissants, il juge la cause suivant l'équité et les antiques coutumes (1).

(1) Il existe à Andorre deux manuscrits célèbres : le *Manual Digest de las Valls* et le *Politar Andorra*. J'ai pu consulter au Ministère de la justice, bibliothèque du Comité de législation étrangère, Paris, une copie authentique, certifiée par le syndic Molès (1879) et le Préfet de l'Ariège, de ces deux documents.

Le *Manual Digest*, rédigé en catalan, vers 1741, par D. Antonio Fiter y Rossell, est énorme et diffus. Il débute par un avertissement, une bibliographie et une table. Il se divise en six parties, consacrées à

S'il est embarrassé, le Bayle consulte sur la question, notamment sur les questions d'interprétation de testaments, des notables de la Vallée, connus pour leur science et leur bon sens.

Sitôt prononcé, le jugement du Bayle est transcrit par son secrétaire sur le registre des procès-verbaux, et, sans autre procédure, si le délai d'appel est expiré, la sentence est exécutée. Si le montant de la condamnation et des frais n'est pas payé, le Bayle opère la saisie des biens du débiteur et les met en vente, le dimanche suivant, à l'issue de la grand'messe. L'adjudicataire entre en possession immédiate; mais, s'il s'agit d'un immeuble et que dans l'année même le débiteur exproprié acquitte sa dette, l'acheteur est tenu de rendre le bien immédiatement — c'est un *retrait* digne d'être noté.

Pour appeler de la sentence du Bayle, on a 10 jours

la géographie et l'histoire, aux *Viquiers, Juges*, avec détails sur les anciennes coutumes, au Conseil général, au cérémonial, à la généalogie des Comtes de Foix, et, enfin, à une série de *maximes* que doivent méditer les Andorrans. Il y a 55 maximes, se rapportant à Dieu, à la Religion, au Gouvernement, à la Justice, aux Affaires, etc

Le *Politar* est un résumé catalan fait par Puigt, en 1763, du Digest. Mais ce résumé est lui-même très considérable. La division est à peu près la même que celle du Digest : les Princes, le Conseil général, les Juges sont passés en revue. 55 maximes sont commentées.

Si je cite ces ouvrages à propos de la *Justice* et des *Bayles*, c'est que ces documents commentent les anciennes sentences judiciaires, donnent la jurisprudence du pays, les cérémonies, etc., ainsi que des instructions aux juges.

Ces deux documents sont des œuvres privées, sans caractère officiel. Leurs textes originaux font partie des fameuses archives qui se trouvent à Andorre, au *Palais des Vallées*, dans l'armoire de fer, close de six serrures, dont les clefs sont aux mains des six Consuls-maires des paroisses.

de droit et 3 jours de grâce ; le Bayle se charge lui-même des formalités de la procédure d'appel.

Le *second degré* de juridiction est constitué par le *Juge des appellations*, personnage nommé alternativement et à vie par la Mitre et par la France (1).

Si le Juge vient dans les Vallées, il y est reçu avec honneur, il peut porter le froc et l'épée comme les Viguiers et assister aux assemblées, comme représentant des Princes.

Le Juge d'appellation n'est pas tenu de se transporter en Andorre lorsqu'il est saisi d'un appel : il juge à sa résidence, et ses sentences sont notifiées aux parties par l'intermédiaire du Bayle.

C'est le Bayle lui-même qui facilite au plaignant la procédure d'appel, d'ailleurs simple. La partie a dix jours pour envoyer les lettres d'appel au juge ; celui-ci, à son tour, envoie au Bayle des lettres de défense, qui arrêtent l'exécution du jugement ; le Bayle expédie au juge toutes les pièces du procès ; le juge les examine, et parfois vient en Andorre et fait comparaître les parties devant lui. Il va sans dire que, lorsque le juge réside en France et que la rigueur du temps empêche toute communication avec lui, les délais sont prolongés, de manière à concilier la bonne administration de la justice avec les exigences accidentelles de la température.

Le juge des appellations, comme le Bayle, *juge*

(1) Le dernier Juge d'appellation mort en exercice, M. Odon Estanól avait été nommé par la Mitre ; son successeur, installé par la France, en 1891, est M. Germain Sicard, conseiller de préfecture de la Haute-Garonne, à Toulouse.

seul, en son âme et conscience, selon le droit naturel et les coutumes.

Les appels des sentences des Bayles ont été fréquents durant ces dernières années, et beaucoup de décisions ont été réformées ou mitigées.

S'il arrive, — fait dont il y a peu d'exemples, — que les parties ne soient pas satisfaites, elles peuvent encore procéder.

Le *troisième degré de Juridiction* est constitué par les Co-princes eux-mêmes auxquels on peut déférer la sentence du Juge des appellations.

Les parties, pour cette suprême instance, ont le choix entre le tribunal ecclésiastique de l'Evêché d'Urgel, ou le tribunal supérieur d'Andorre institué par la France à Perpignan, et dont il est intéressant de dire quelques mots :

Deux décrets portant les dates du 13-20 juillet 1888, et du 19-22 janvier 1898 ont restauré et réorganisé le *tribunal supérieur français d'Andorre* (1).

(1) Décret du 13-20 juillet 888.

Le Président de la République,

Vu l'acte de 1278, — qui confère au Gouvernement français, comme successeur des comtes de Foix l'exercice dans les vallées d'Andorre des droits souverains qui impliquent la connaissance en dernier ressort des contestations judiciaires en matière civile, — Vu les décrets du 3 juin 1882 et du 27 février 1884 qui ont institué la délégation permanente en Andorre et l'ont conféré au préfet des Pyrénées Orientales, — Décrète :

ARTICLE 1. — Il est institué à Perpignan un Tribunal chargé par délégation du Président de la République française de connaître définitivement et en dernier ressort de celles des décisions rendues en matière civile par le juge des appellations qui seront déférées à l'examen du chef de l'Etat français.

ARTICLE 2. — Ce tribunal sera composé de cinq membres, un prési-

Ce tribunal siège à Perpignan, il est présidé par le président du tribunal civil, et peut rendre des sentences dès que trois juges sont présents (2).

Les sessions ne sont pas fréquentes, et ces recours suprêmes aux Co-princes sont assez rares.

dent et quatre juges. En feront partie de droit : — Le président du tribunal civil de Perpignan qui remplira les fonctions de président, — le Viguier de France en Andorre, — un conseiller de préfecture des Pyrénées-Orientales, — un membre du barreau de Perpignan. Ces deux derniers seront nominativement désignés par un décret. Il sera également pourvu par un décret à la nomination du quatrième juge qui sera choisi de préférence parmi les personnes au courant de la langue et des usages andorrans. Le juge qui aurait pu connaître d'une affaire portée devant le tribunal, soit comme conseil, soit de toute autre manière, sera remplacé dans cette affaire par un juge suppléant nommé par décret.

ARTICLE 3. — L'appel interjeté contre les décisions du juge des appellations sous forme d'un simple mémoire sera reçu par le préfet des Pyrénées Orientales en sa qualité de délégué permanent du Gouvernement français en Andorre. L'appel devra être formé sous peine de forclusion dans le délai de 13 jours à partir du jour de la lecture de la sentence aux parties.

ARTICLE 4. — Les règles de procédure en vigueur devant les conseils de préfecture seront suivies devant le tribunal supérieur. Les jugements seront rédigés en français et en catalan.

ARTICLE 5. — Le Garde des sceaux et le ministre des affaires étrangères sont chargés etc...

(2) Texte du Décret du 19-22 janvier 1898.

Le Président de la République, etc., Décrète :

ARTICLE 1. — L'article 2 § 4 du décret du 13 juillet 1888 est modifié en ce sens que le Vice Président du conseil de Préfecture des Pyrénées-Orientales fera partie de droit du tribunal supérieur d'Andorre, aux lieu et place d'un conseiller de préfecture nominativement désigné par décret.

ARTICLE 2. — Les décisions du tribunal supérieur pourront être rendues par trois juges, président compris. En tous cas, les magistrats ne devront délibérer qu'en nombre impair. Lorsque les membres du tribunal siégeant dans une affaire seront au nombre de quatre, le dernier des juges dans l'ordre fixé par l'article 2 du décret du 13 juillet 1888 devra s'abstenir.

Voici la composition du tribunal supérieur d'Andorre :

MM. Gabriel Unal, président du tribunal de Perpignan, président ; Charles Romeu, viguier de France en Andorre ; Bramel, conseiller de préfecture à Perpignan ; Jules Pams, avocat, député des Pyrénées-Orientales ; Brutails, archiviste de la Gironde, — juges ; M. Delcros, avocat, ancien bâtonnier, juge suppléant ; M. Redo, greffier.

Le tribunal a tenu une session au mois d'octobre 1894. Il a examiné trois pourvois contre les décisions du Juge des appellations. Il en a rejeté deux, il en a admis un seulement.

Cette Cour suprême est vraiment un troisième degré de Juridiction, car *elle juge le fait et le droit* avec toutes leurs conséquences pratiques ; elle ne renvoie pas, comme ferait une Cour de Cassation jugeant seulement le point de droit, — à un autre tribunal ; mais pleinement saisie, elle *tranche irrévocablement le litige* ; — si elle *confirme* (1) la

(1) Extrait d'un jugement du tribunal supérieur d'Andorre, en date du 11 octobre 1894.

Affaire Pubill c. Marie Altimir y Mas

République française. Au nom du *Gouvernement* français :

Le tribunal supérieur d'Andorre, siégeant à Perpignan, a rendu à l'audience du 11 octobre 1894, le jugement suivant :

Entre Anton Pubill et Joseph Mas y Rossell, du hameau de Bons, paroisse d'Encamp, appelants,

Et Marie Altimir y Mas à Areny, aussi d'Encamp (Andorre), intimée,

Les mariés Pubill ont demandé la réformation de la sentence du juge des appellations en date du 17 novembre 1893.

Oùï M. Jules Pams, juge, en son rapport,

Oùï M^e Cayrol, avocat, pour les appelants,

sentence attaquée, l'affaire est définitivement close ;
— si elle *casse et annule* (1) la sentence du Juge des appellations, elle *évoque* sans désenparer l'affaire au fond et elle statue *immédiatement* et *souverainement*.

Les justiciables ont donc à leur disposition trois degrés de juridictions civiles, tant françaises qu'épiscopales.

Pour les affaires pénales, le système est tout autre, les sentences sont rendues en premier et

Où M^e Nérel, avocat, pour l'intimée,

Le tribunal, attendu, etc..... (longs considérants, il s'agit d'une donation obscure),

Par ces motifs, le tribunal d'Andorre,

Jugeant *publiquement, souverainement* et en *dernier ressort*,

Déclare le pourvoi des mariés Pubill régulier et recevable en la forme ;

Déclare au fond ce pourvoi mal fondé ; ce faisant, le rejette, déboute les mariés Pubill de leurs conclusions tant principales que subsidiaires ;

Confirme la sentence attaquée, dit qu'elle sortira son plein et entier effet, et condamne les appelants aux dépens.

(1) Extrait d'un jugement du tribunal supérieur d'Andorre en date du 11 octobre 1894.

Affaire A. Dandine Blanquart c. J. de Riba Rossell
et Dolorès Camerlot

République française, etc.

Où M^{es} Nérel et Cayrol, avocats, etc.

Attendu, etc., (question de reconnaissance de dette ; le juge des appellations avait accordé les intérêts à 6 %).

Par ces motifs, déclare le pourvoi de Dandine régulier et recevable en la forme ; au fond, disant droit à ce pourvoi, *casse et annule* la sentence attaquée ; ce faisant, *évoquant le fond* et statuant *souverainement* par nouveau jugé, etc.

Condamne les intimés à payer etc.

Les condamne à payer les intérêts à 5 % (au lieu de 6 %) et en outre aux dépens.

dernier ressort, au nom et par délégation des Co-princes suzerains de l'Andorre.

..

Justice Pénale. — La distinction des contraventions, des délits et des crimes, n'apparaît pas nettement dans les coutumes andorranes. En fait, on ne distingue que deux sortes d'infractions, les moins graves, les plus graves.

Les délits-contraventions les moins graves sont ordinairement constatés par le Bayle, qui, présent sur les lieux, peut plus facilement que les Viguiers, exécuter les actes très simples de la procédure, faire incarcérer le coupable si besoin est, accomplir sur place les constatations d'usage, procéder de suite à l'instruction, et s'il y a lieu condamner à l'amende ; il en réfèrera toutefois aux Viguiers, et si l'affaire présente des difficultés, il appellera le Viguiier le plus rapproché. Comme le Bayle au civil, le Viguiier au correctionnel *juge seul*, en présence seulement du notaire et du portero ; il ne relève que de sa conscience. De plus, il juge sans appel et sans cassation, *en dernier ressort, au nom des Princes.*

S'il a appliqué une peine corporelle, elle est exécutée sur-le-champ, si c'est une amende, le paiement en est ajourné jusqu'à la prochaine ouverture des *Corts*.

— Les infractions graves, qui présentent les caractères d'un *crime*, sont jugées par le *tribunal*

des Corts qu'on pourrait comparer à nos *Cours d'assises*. « Autant l'administration de la justice est simple dans les causes civiles ou correctionnelles, autant le jugement des causes criminelles est environné de solennité, dit M. Vidal. ».

Les deux Viguiers, d'un commun accord, ordonnent la convocation des *Corts*. Le Syndic fixe le jour. Chacun des Bayles va chercher son Viguiier à la frontière, tandis que le Juge d'appellations est convoqué en toute hâte. Ces personnages sont reçus avec honneur dans le *Palais des Vallées* (1) ; le Syndic les harangue et leur fait prendre la place d'honneur. Les conseillers généraux, en robe et coiffés du tricorné, font escorte aux magistrats.

Dès l'ouverture de la session, le Conseil Général nomme parmi ses membres deux *rahonadors* ou avocats d'office, chargés de veiller à ce que les coutumes et la liberté de la défense soient observées. La Cour *siège* pour recevoir paiement de toutes les amendes infligées par les Bayles depuis la dernière session, pour agréer les cautions fournies, et entendre les doléances de tous les citoyens.

De plus, cette cour de justice peut être saisie pendant qu'elle siège de tout litige non encore jugé, de

(1) C'est une vaste mais modeste construction, qui sert aux réunions des Conseils et Corts. Il y a une chapelle, assez jolie, avec un autel doré, un remarquable tableau de la Cène, don de M. Félix Faure, 1895. Deux salles servent aux réunions. Les cuisines sont grandes... et malpropres ; on y prépare les repas des conseillers pendant les sessions. Le palais est vieux et d'aspect solennel et triste. — (août 1898).

Sur sa façade sont gravées des inscriptions, ainsi que les armoiries des Vallées neutres d'Andorre (Voir page 29).

toute contestation non encore litigieuse, et *même civile*. Les plaideurs sont d'autant plus disposés à mettre l'occasion à profit que la présence du juge d'appellations et des rahonadors est pour eux une garantie de bonne et prompte justice. Ce droit de saisir la cour de toute question est assez curieux et méritait d'être noté.

Ces travaux épuisés, le *tribunal des Corts* fonctionne comme cour criminelle *en premier et dernier ressort*. Il se compose des deux Viguiers et du juge d'appellation. C'est le Viguiier français qui interroge le prévenu.

L'audience est solennelle, le prévenu est sur la sellette, des hommes en armes gardent les portes ; le Viguiier français entend les témoins, et prend note des observations des rahonadors. Puis la Cour entre en délibération ; les deux Viguiers se consultent : s'ils sont d'accord sur la peine à appliquer, il est inutile de prendre l'avis du juge d'appellations, et l'arrêt devient définitif ; si les deux Viguiers ne sont pas d'accord, ils s'en remettent au juge d'appellations, qui doit nécessairement se ranger à l'opinion de l'un ou de l'autre Viguiier sans pouvoir émettre un troisième avis.

Lorsque la peine prononcée est la mort ou une peine infamante et afflictive, il est d'usage que l'arrêt soit lu en public :

Au jour fixé (1) on dispose au milieu de la grande place d'Andorre-la-Vieille, les tables et les sièges

(1) Victorin Vidal, l'*Andorre*, 1866.

des membres de la cour et du greffier ; vis-à-vis et des deux côtés, pour former le carré, on place les bancs à dossier des conseillers généraux. Un long cortège sort du palais des Vallées, les conseillers en long manteau noir précèdent les Battles et les Viguiers, accompagnés du juge ; ces trois derniers personnages portent l'épée. D'autre part le condamné est amené de la prison, et arrivé au milieu du carré, il se découvre et se prosterne. Quand tout le monde a pris place, et au milieu du silence, le greffier-notaire donne lecture de la sentence. Puis le cortège rentre au Palais, sans avoir prononcé un mot ; le spectacle est grandiose...

La peine de mort est rarement appliquée ; le bourreau viendrait d'Espagne. L'emprisonnement s'effectue en France.

— Quand les travaux sont terminés, le Syndic remercie les Viguiers de leur dévouement à la justice, et au nom du Conseil Général souhaite que Dieu leur donne longue vie et prospérité. Puis l'assemblée se sépare.

Telle est l'organisation de la Justice en Andorre, justice civile et ses trois degrés, justice répressive en premier et dernier ressort, au nom des Princes. Cette organisation est très complète, et l'Andorre est reconnaissante à ses Souverains de la maintenir et de la perfectionner. Si elle ressemble en plusieurs point à notre organisation moderne, elle n'en conserve pas moins un caractère spécial et antique, une originalité propre. Ni le Juge civil, ni la Cour criminelle ne connaissent le joug des textes de lois, mul-

tiples, obscurs, parfois contradictoires... Les vieilles traditions du droit romain, les coutumes du pays, le bon sens, telles sont les sources où ils se contentent de puiser. L'expérience de plusieurs siècles montre que ce petit pays ne recherche pas autre chose et qu'il est satisfait de la justice loyale et simple que rendent les magistrats représentants de la Souveraineté.

En vertu de cette même souveraineté, les Princes peuvent connaître d'un crime commis sur le territoire vassal, même par un étranger (1). Ils peuvent, de même, requérir l'extradition d'un réfugié sur le territoire andorran (2). Ces relations judiciaires internationales ont lieu par les soins des Viguiers ; il y en a très peu d'exemples.

(1) Cour de cassation, 12 mai 1859, affaire Vives : Les Tribunaux français sont compétents pour connaître d'un crime commis par un Français dans le Val d'Andorre, qui est placé sous la suzeraineté de la France. — Dalloz, 1859, V, 89.

(2) Cour de cassation, 9 mai 1845, affaire Laugé : L'extradition d'un Français réfugié en Andorre peut être requise par le Viguiers français, avec le concours du Syndic général des Vallées. — Dalloz, 1845, I, 223.

CONCLUSIONS

CONCLUSIONS

La « *question d'Andorre* » revêt de multiples aspects, et se réfère soit aux difficultés inhérentes à la Co-principauté, soit aux *franchises douanières*, toujours espérées, jamais accordées, soit à ce qu'on pourrait appeler la « modernisation » de l'Andorre...

Nous avons parlé de la Co-souveraineté ; mais la *question douanière* mérite quelques développements, d'autant plus qu'elle s'est trouvée mêlée à la question des deux Co-princes, et que d'autre part, si les franchises pouvaient être accordées à la petite République, la question de la modernisation de l'Andorre aurait fait un grand pas et serait entrée dans la voie de la réalisation pratique ; tous ces points se trouvent donc liés et solidaires.

*
* *

La *question douanière* est tellement complexe, tellement délicate, que la solution définitive n'apparaît pas comme très prochaine, et que les mesures

prises ou à prendre ne sont considérées que comme des palliatifs, des remèdes provisoires.

L'Andorre, par sa situation, rend la surveillance douanière presque impossible, car s'il est aisé aux *carabineros del Reino* ou aux préposés français, de dénombrer et de taxer les convois de mulets de charge qui passent forcément par le chemin le plus direct, le plus connu, le seul praticable pour eux ; d'autre part, il est très difficile de saisir et de prévoir les passages de contrebandiers qui connaissent dans la montagne maints chemins de pâtre vers Urgel, maints sentiers à pic vers l'Ariège.

Mais, en supposant qu'il y eût autour de l'Andorre un réseau de postes de douanes, aux mailles très serrées, la question de contrebande serait, il est vrai, résolue, mais la question des franchises douanières serait loin de l'être.

En effet, si les Andorrans payent des droits de douane en France comme en Espagne, c'est la ruine de leur industrie, de leur élevage, de leur transit ; si d'autre part notre ligne douanière pyrénéenne est maintenue alors qu'elle est supprimée en Espagne, l'Andorre opérera toutes ses transactions avec la Péninsule, tandis que l'Ariège ne fera plus d'affaires avec les Vallées ; si enfin, le fait inverse se produit, c'est chez nous que les Andorrans s'approvisionneront, tandis que les provinces de Catalogne seront lésées dans leurs intérêts commerciaux.

Dans les trois hypothèses, l'on aboutit à une situation anormale...

En fait, les douanes fonctionnent actuellement avec

une certaine sévérité aux deux passages principaux, à l'Hospitalet en France, et vers la Seo d'Urgel en Espagne.

Du côté de la France, les privilèges douaniers andorrans remontent à plusieurs siècles ; ils furent confirmés par l'arrêt du conseil de 1767 et par le décret du 27 mars 1806. (1) En 1867, ces privilèges furent renouvelés, tout en prévoyant la répression des « fraudes et abus », mais l'année 1881 marque dans l'histoire économique et douanière de l'Andorre une époque troublée. Une véritable Révolution éclata ; ce furent des querelles sans nombre entre partisans de la France, de l'Evêque, des tarifs douaniers, des jeux et casinos à créer ; un gouvernement insurrectionnel s'installa au Palais des Vallées, le Syndic Molès dut prendre la fuite.

C'est la « *guerre grosse* » de 1881, dont les Andorrans ont gardé un vivant souvenir. Il y eut heureusement peu de victimes.

La France prit une mesure radicale, et par décret du 15 mars 1881 « interdit toute importation, tout transit et toute exportation par la frontière de la République (*sic*) d'Andorre ».

Mais le calme revint grâce aux démarches des envoyés français ; (2) — une amnistie fut publiée — et depuis lors, la France a observé — sauf en 1892 —

(1) Voir le texte page 31.

(2) Ce furent, je crois, le commandant Penon (O ~~de~~, mort depuis au Tonkin) et le colonel Young, qui furent envoyés comme pacificateurs, ainsi que M. Imbert de Gourbeyre, chargé de mission extraordinaire.

une politique douanière tolérante à l'égard de l'Andorre. Elle limite toutefois le nombre de têtes de bétail pouvant passer en franchise, et elle exige des certificats d'origine émanant du Syndic. (1)

Une grande difficulté se trouve dans la situation internationale de certains pâturages, qui sont à la vérité Andorrans, et propriété d'une paroisse ou du Conseil Général, mais qui débordent sur le territoire français ou en Espagne (2). La *soulane d'Andorre*, pâturage considérable, donna lieu à un procès séculaire entre la paroisse de Soldeù (Andorre) et la commune de l'Hospitalet (France), vers 1750 ; la Cour de Toulouse donna raison à l'Andorre en 1835, mais la question est loin d'être close. De là, des échanges continuels de troupeaux à travers la frontière déserte.

— Du côté de l'Espagne, l'Andorre a longtemps joui de privilèges étendus. Mais vers 1850, à la suite de plaintes et de pamphlets, le Gouvernement espagnol établit une douane à la frontière andorrane, tout en se contentant provisoirement de la déclaration bienveillante des intéressés. Les années 1850, 1853, 1863 et 1864 marquent les phases diverses de la

(1) Il est vrai de dire que certaines fraudes se produisent encore et que les populations de l'Ariège se plaignent parfois ; les journaux parlent quelquefois d'interpellation sur les « fissures douanières » et sur la contrebande du bétail. Mais il ne faut pas exagérer sans preuves, et il faut être tolérant à l'égard des pauvres Vallées.

(2) Andorre-la-Vieille a des biens communs avec la paroisse de Villella y Lles (E) ; et Canillo (Andorre) loue des prés à la commune de Siguër (F), etc.

question des franchises ; aujourd'hui l'Espagne est arrivée à taxer les produits andorrans au maximum.

— Quant à l'Andorre, elle n'a pas de douaniers andorrans, et tous les produits entrent dans la petite République sans aucune surveillance (1).

— Beaucoup pensent qu'une solution satisfaisante des difficultés présentes serait dans l'essai d'un système de *franchises douanières* aux Andorrans, à charge par les autorités constituées des Vallées (le Syndic) de *délivrer d'authentiques certificats d'origine andorrane aux marchandises et bestiaux destinés à pénétrer en France ou en Espagne*. Les douaniers français et espagnols pourraient, en cas de lé-

(1) a/ *Productions qui entrent annuellement de France en Andorre* (exercice 1884) :

Chevaux (36) ; ânes (29) ; mulets (1.013, mais 1.500 en 1885) ; vaches (28) ; farine (25.000 kilos) ; drap (2.014 kilos)... etc. ; porcs (1.014 têtes)... etc.

b/ *Productions qui entrent annuellement d'Andorre en France* (exercice 1884) :

Chevaux (17) ; vaches (115) ; moutons (781, mais 4.000 en 1885) ; bois (2.300 kilos)... etc.

D'après le *Journal Officiel*, Sénat, 8 avril 1892, page 428.

c/ *Productions qui entrent annuellement d'Espagne en Andorre* (exercice 1894) :

Chaux vive (300 quintaux) ; ciment, pétrole, briques, fer forgé, plomb, semences, sel gros, coton blanc, chanvre, papier, meubles de bois, etc. ; vin (6.000 charges) ; chocolat, pain... ; salaisons, maïs, blé, haricots... ; sucre, savon, tissus... ; ânes et mulets de luxe (4) ; mulets de somme (20) ; bêtes à cornes (100) ; porcs (130) ; bêtes à laine (200)... etc., etc. — Total de l'importation d'Espagne en Andorre pour une année moyenne : 500.000 pesetas.

Noter qu'il y a parfois près de 8.000 bêtes qui entrent en Andorre pour paître durant l'été et qui regagnent ensuite l'Espagne.

D'après le discours de M. Carvajal y Hue
à la Chambre espagnole, juin 1895

gitime suspicion, faire une enquête sur l'origine véritable des produits exportés.

Ce sont ces idées que M. Carvajal y Hue, député espagnol, a brillamment exposées à la tribune des Cortès en 1895 (1). Elles ont abouti au vote des franchises par la Chambre, mais le Sénat a repoussé « ces réformes imprudentes » à la suite d'un mémoire présenté par l'Evêque d'Urgel.

La question en est là ; l'Andorre ne possède pas encore ses franchises ; elle ne sait quel *modus vivendi* lui accorderont ses Co-princes.

*
* *

De la *modernisation* de l'Andorre et des *desiderata* contemporains de ses habitants, peu de chose reste à dire, car cette question a été effleurée maintes fois au cours de ce travail.

L'un des rêves les plus souvent exprimés par les andorrans est d'obtenir la construction d'une route de voitures qui puisse relier directement le Val à la France. Le travail est aujourd'hui commencé, malgré les difficultés de toutes sortes, et l'Andorre obtiendra prochainement satisfaction (2).

(1) Voir dans mon article dans la *Revue de Lille*, 2^e semestre 1899, l'analyse de son discours aux Cortès et divers détails.

(2) Il y a plusieurs années, une Société (anglaise m'a-t-on dit), avait offert de créer une route, elle y aurait eu le monopole des transports ; elle déposa un fort cautionnement, mais le projet n'aboutit pas.

M. le Viguiier Romeu vient de m'écrire que la route française d'Andorre à l'Ariège est commencée, et que les travaux sont poussés avec activité (décembre 1900).

Cette route offrira un débouché nouveau à l'activité commerciale et industrielle de ce pays.

Peut-être ressuscitera-t-elle la fameuse question d'un Casino et d'une maison de jeux, à créer sur le territoire neutre ? — Faut-il souhaiter que ces projets *modernes*, qui ont déjà — en 1881 — allumé la guerre civile et suscité les convoitises, réussissent enfin à s'implanter sur ce sol antique, qui n'a été foulé jusqu'ici que par les pâtres ? — La présence en Andorre d'étrangers, de joueurs, de déclassés, augmentera-t-elle le bien-être des Vallées, ou créera-t-elle à ses habitants des besoins factices qu'ils ne connaissent pas encore ? — L'avenir résoudra le problème, mais beaucoup pensent que *ce peuple est heureux, parce qu'il croit l'être*, parce que ses aspirations sont bornées.

Ce n'est pas à dire qu'il faille renoncer à tout progrès, loin de là ; il faut souhaiter que la question douanière, celle du change des monnaies (1), celle des communications, soient résolues par les Princes protecteurs.

Déjà, grâce au Viguiier de France, les postes et télégraphes fonctionnent entre les six paroisses et le réseau français (2). Déjà, le commerce prend une

(1) Le change des monnaies, me disait le Syndic Général, (août 1898), est peut-être une question plus délicate que celle des douanes ; la monnaie française est rare et recherchée.»

(2) Ce ne fut pas sans difficultés. En 1881-82, on commença des travaux, mais la Mitre n'avait pas été consultée et elle fit requérir 50 hommes qui coupèrent les poteaux plantés sans l'autorisation d'un des Souverains. L'accord s'est fait, et la loi du 8 avril 1892 a autorisé une dépense de 15.000 francs pour un télégraphe transandorran. Le

certaine extension (1). L'instruction est plus répandue.

Souhaitons que ces progrès continuent, mais avec une sage lenteur, par une évolution progressive. Il serait désastreux, pour un petit pays tout imbu de traditions, placé dans des conditions spéciales, d'être tout à coup jeté à l'avant-garde de la civilisation dite moderne.

Ce qui est surtout remarquable, c'est de considérer combien toute l'organisation de l'Andorre, tant politique que familiale, vient de ce fait que l'Andorre est un pays isolé, un pays coutumier, tout petit et presque inaccessible.

Que l'on étudie l'organisation de la famille, ou la prépondérance des personnalités marquantes dans les affaires publiques, ou le caractère patriarcal des institutions, ou l'esprit à la fois libéral et conservateur du droit public, toujours l'on verra que le fait dominant réside dans les conditions particulières où se trouve la petite République, la plus petite du monde.

service fonctionne parfaitement et rapidement, j'en ai fait l'expérience.

Voir à ce sujet, à l'*Officiel*, Sénat, 8 avril 1892, pages 420 à 423, les débats au Sénat, l'intéressant et plaisant discours de M. Frézoulet et le double scrutin douteux !! La Chambre avait la première adopté sans débat, le 26 mars 1892, le projet du Gouvernement.

Voir aussi, sur le fonctionnement du service postal et télégraphique, l'arti le que j'ai publié, avec une carte, en janvier 1899, dans le *Collectionneur de timbres-poste*, chez Arthur Maury, à Paris.

(1) L'Andorre a exposé aux dernières Expositions universelles. On a pu voir en 1900 sa vitrine, dans la Galerie des Machines, (agriculture et aliments), près de l'Espagne. Il y avait divers produits commerciaux et agricoles, des cartes et des livres. J'y ai remarqué un propulseur aérien inventé par M. Armengol, d'Encamp, en Andorre.

Souhaitons que l'Andorre, pays d'agriculteurs,

fortunatos nimium,

jouisse encore longtemps du sage gouvernement
octroyé par les Paréages de 1278, et qu'elle bénisse
dans la paix ses deux Co-princes protecteurs.



ANNEXES

I

TRADUCTION

IN EXTENSO

DES PARÉAGES DE 1278

d'après la copie authentique qui se trouve au Ministère
de la Justice, Comité de Législation Etrangère

PARIS

LES PARÉAGES DE 1278

Traduction d'après le texte du Ministère de la Justice,

Bibliothèque du Comité de Législation étrangère,

PARIS.

— Au Nom de Notre Seigneur Jésus-Christ. —
De nombreuses querelles et difficultés ont été longtemps pendantes sur un grand nombre de points différents entre noble personne Mgr Roger Bernard par la grâce de Dieu COMTE DE FOIX et VICOMTE DE CASTELBON, et ses prédécesseurs, d'une part, et vénérable Seigneur Pierre, par la miséricorde divine EVÊQUE D'URGEL et ses prédécesseurs et l'Eglise d'Urgel, d'autre part, ce qui a entraîné des deux côtés de graves représailles : hommes tués, châteaux renversés, membres mutilés et bien d'autres maux pour ainsi dire indescriptibles ; enfin sur l'intervention de Mgr Xatbert, par la grâce de Dieu évêque de Valence et de nobles personnes maître Bonat de Lavayne, chanoine de Narbonne, envoyé

par le Pape pour lever la dime dans le royaume d'Aragon, Raymond de Besalu, archidiacre de Tarragone, Raymond d'Urgel, Isarme Fanjaus et Guillaume Raymond de Josà, *arbitres amiables*, les susdits belligérants ont mis fin à leurs querelles, revendications et différends avec le consentement des parties en la forme qui s'ensuit.

§ I.

En premier lieu, au sujet de la Vallée ou des vallées d'Andorre, il a été réglé et prononcé par le dit Seigneur Evêque de Valence et autres nobles personnes que dorénavant et à jamais le dit Seigneur Evêque d'Urgel et ses successeurs lèveraient et pourraient lever, pendant leur année, la taille sur les hommes de la Vallée ou des vallées d'Andorre jusqu'à concurrence de 4,000 sous de Meigniel, sans opposition de la part du Comte ou de ses successeurs et sans que ni le dit Evêque ni ses successeurs pussent dépasser la somme énoncée plus haut; le Comte de Foix et ses successeurs pourront l'année suivante lever la taille à volonté sur les dits hommes d'Andorre sans opposition de l'Evêque, de ses successeurs ou de l'Eglise d'Urgel; il ne leur est pas assigné une certaine quotité et ils pourront en agir ainsi à jamais. Qu'il soit fait comme il vient d'être dit, d'année en année; et pour commencer, que l'année présente, le dit Comte de

Foix lève la taille sur les hommes de la Vallée ou des vallées d'Andorre.

§ II

De plus, il a été prononcé par les dits arbitres au sujet des émoluments de justice et de la moyenne justice que les bayles des dits seigneurs Evêque et Comte devront toujours exercer ensemble et en commun, la haute justice sur les dits hommes d'Andorre à savoir percevoir les droits de haute, moyenne et basse justice et tous revenus appartenant en droit ou en fait à la (haute et) moyenne justice (*atque jurisdictionem*) ; qu'ensemble ils saisissent et gardent prisonniers les délinquants ; et s'il leur arrivait d'avoir à régler une cause, que les bayles desdits seigneurs la règlent ensemble et en commun désignant un juge et poursuivant l'affaire jusqu'à la sentence définitive ; qu'ils fassent ensuite exécuter ensemble la sentence. Et si, par hasard, il arrivait que, par suite de quelque cas fortuit, l'un des deux bayles fût absent, que le bayle présent puisse agir comme il vient d'être dit, régler le procès et exécuter la sentence ; toutefois, à quelque moment que se présente le bayle absent, qu'il soit reçu par son collègue ; que le Seigneur du bayle absent ne souffre de ce fait aucun préjudice ; que l'usage et les précédents contraires ne puissent nuire à cet égard à l'un des seigneurs bien que le

bayle de l'autre soit fréquemment absent quand il s'agit de régler les affaires, et que ce bayle soit toujours admis quand il se présentera. Et s'il arrive que lesdits bayles aient eu à juger quelques excès, délit ou crime, et qu'ils aient perçu une somme soit par un jugement ou par quelque transaction que ce soit, que le dit Seigneur Evêque et ses successeurs retiennent toujours le quart de cette somme, et le Seigneur Comte de Foix et les siens les trois quarts ; que cette composition pécuniaire soit fixée d'un commun accord par les dits bayles si les deux sont présents, et dans le cas prévu plus haut où l'un d'eux serait absent, que le bayle présent puisse poursuivre, régler, juger l'affaire et faire exécuter la sentence, tant en son nom qu'au nom de son collègue. Que les dits Seigneurs et bayles prennent bien garde cependant de ne commettre aucun abus, aucune fraude, à l'occasion de la présence ou de l'absence dans le jugement des causes ; mais qu'ils commencent, poursuivent et terminent cette transaction avec bonne foi. Que le dit noble Comte de Foix, ait s'il le veut, son viguier dans la Vallée ou les vallées d'Andorre, comme il en a l'habitude ; que ce viguier exerce les droits et les fonctions qu'il avait coutume d'exercer sur les hommes d'Andorre, avant que le dit Comte eût la justice sur les hommes de la dite Vallée. La répartition des amendes dont il vient d'être parlé doit se faire après déduction des frais, et le partage portera sur la quotité entière de l'amende ou de l'indemnité fixées. Que, dans tous les cas, le cens, les revenus et tous autres droits

que l'Evêque d'Urgel, les chanoines et l'Eglise d'Urgel percevaient dans la dite Vallée d'Andorre, en dehors des droits sus-énoncés, leur soient réservés à l'avenir à eux et à leurs successeurs, sans opposition du Comte, de son viguier ni du bayle : exception est faite pour la Trêve de Dieu que l'Evêque avait coutume de percevoir, mais qui devra être partagée comme les amendes. Ces mêmes dispositions doivent s'étendre aux droits que le Comte percevait sur les dits hommes d'Andorre en dehors des droits sus-indiqués et qu'il devra lever librement à l'avenir ; que la présente convention ne porte donc aucun préjudice à l'Evêque d'Urgel, aux chanoines ou à leurs successeurs pas plus qu'au Comte de Foix ou à ses successeurs, en ce qui concerne les droits que chacun d'eux levait dans la Vallée ou les vallées ou sur les hommes d'Andorre ; que chacun, au contraire, les recouvre en paix, sans opposition de l'autre partie, comme il en avait précédemment l'habitude, exceptés toutefois les revenus énoncés plus haut...

§ III

De plus, les arbitres ont décidé que chacun des dits Seigneurs aurait sur les hommes d'Andorre l'host et la chevauchée sans toutefois que l'on puisse employer contre l'autre les dits hommes d'Andorre.

§ IV

De plus, il a été réglé et décidé par les dits arbitres que le dit noble Comte de Foix et tous ses successeurs tiendraient en fief à tout jamais pour l'Evêque d'Urgel et ses successeurs, et pour l'Eglise d'Urgel, tout ce qu'il a et reçoit, tout ce qu'il doit avoir et recevoir dans la Vallée ou les vallées d'Andorre. Que le dit Comte et ses successeurs tiennent en outre un fief à tout jamais pour l'Evêque d'Urgel et ses successeurs, et pour l'Eglise d'Urgel, la vallée de St-Jean, la ville d'Ahos et toutes leurs appartenances, excepté la ville de Thor qui ne devra jamais être réputée partie de ce fief. Et pour les dites vallées d'Andorre et de St-Jean que le dit Comte fasse incontinent hommage au dit Seigneur Evêque, que tous ses successeurs soient tenus à la même obligation envers l'Evêque et ses successeurs pour les dits fiefs.

§ V

De plus, les dits arbitres ont réglé et décidé que le dit Comte de Foix et ses successeurs tiendraient perpétuellement en fief pour l'Evêque et l'Eglise d'Urgel et pour leurs successeurs la vallée de Cabaho avec toutes ses appartenances, de telle

sorte cependant que le noble Comte Roger Bernard soit dispensé de faire hommage à l'Evêque d'Urgel pour la vallée de Cabaho, sa vie durant seulement mais que l'Evêque d'Urgel renoncerait à cet hommage pour la vie du dit Comte seulement, et par égard et déférence pour le dit Comte ; que tous les successeurs du dit Comte soient tenus de faire hommage pour la vallée de Cabaho, à tous les Evêques qui occuperont le siège d'Urgel et qu'il ne soit porté à l'avenir aucun préjudice aux prérogatives de l'Evêque ou des Evêques ou de l'Eglise d'Urgel par suite de ce fait de la renonciation consentie par l'Evêque actuel par déférence pour le dit Comte ; que les successeurs du dit Comte ne puissent en aucun temps invoquer ce précédent contre l'Evêque et l'Eglise d'Urgel, mais qu'ils fassent hommage à l'Evêque d'Urgel pour la dite vallée de Cabaho, comme il est dit plus haut.

§ VI

Le dit Comte promet en outre pour lui et pour ses successeurs de livrer, suivant la coutume de Barcelone, les châteaux et forteresses qui sont ou qui seront construits dans la vallée de St-Jean et de ses dépendances et, après sa mort, tous ceux qui auront été construits dans la vallée de Cabaho. Que tous ces fiefs soient tenus par le dit Comte de Foix et ses successeurs pour l'Evêque et l'Eglise

d'Urgel a feu honret (en fief honoré) de telle sorte qu'ils ne soient astreints à aucun service excepté l'hommage et la rendableté comme il a été dit.

§ VII

De plus les dits arbitres ont jugé et décidé que l'Evêque et le Chapitre d'Urgel, auront, posséderont et prélèveront à l'avenir en toute paix et tranquillité les droits, produits et revenus qu'ils ont, possèdent et prélèvent dans les dites vallées de St-Jean et de Cabaho, sans que ces droits puissent être réputés partie des fiefs concédés puisque ce sont des alleux propres de l'Eglise d'Urgel.

§ VIII

De plus ils ont jugé et ordonné au sujet de la Roche d'Affa que si le Seigneur Evêque d'Urgel pouvait établir que les prédécesseurs du dit Comte ont donné ou délimité la dite Roche d'Affa au profit de l'Evêque ou de l'Eglise d'Urgel, dans ce cas, il serait permis au dit Evêque de construire et d'élever une forteresse sur cette roche, à moins toutefois que le dit Comte ne prouve que cette donation ou délimitation n'est pas valable. Que les nobles hommes Raymond d'Urgel, Isarn de Fanjaus et

Guillaume Raymond de Josà ou deux d'entre eux jugent cette affaire et qu'ils la règlent sans appel avant la Noël prochaine.

§ IX

De plus, les dits arbitres ont ordonné que l'Evêque d'Urgel, le Chapitre d'Urgel, échangeraient avec le dit Comte, le château de Montferrer et le lieu d'Adrayll, et que le dit Comte donnerait à l'Evêque et au Chapitre d'Urgel en retour des dites possessions le château et le lieu de la bastide d'Ortons, le château et le lieu d'Adrahen, et si la valeur des biens cédés est insuffisante, que le dit Comte assigne et donne la différence en d'autres biens ou sur d'autres revenus, suivant le jugement et l'arbitrage des dits nobles Raymond d'Urgel, Isarn de Fanjaus et Guillaume Raymond de Josà ou de deux d'entre eux ; et réciproquement si la valeur des dits biens du Comte est supérieure à la valeur des biens que l'Evêque lui promet, que le dit Evêque lui assigne et lui livre la différence en d'autres biens ou sur d'autres revenus, et d'après l'arbitrage et l'estimation des dits nobles Raymond d'Urgel, Isarn de Fanjaus et Guillaume Raymond de Josà. Le dit Seigneur Evêque promet en outre au dit Comte de Foix, sous peine de 1.000 sous de Meigneil, qu'il veillera de même que son Chapitre à ce que le dit échange s'accomplisse d'ici aux prochaines fêtes de

Pâques ; et, au cas où cet échange ne serait pas accompli à cette date, que l'Evêque perde au profit du Comte la dite somme de 1000 sous de Meigneil ; cette somme une fois payée, que l'Eglise d'Urgel, après la mort du dit Comte, puisse édifier ou relever le château de Montferrer, sans opposition des successeurs du Comte, sauf dans ce cas, les droits que le Comte peut posséder dans le château de Montferrer. Le Seigneur Evêque et le Chapitre d'Urgel renoncent en faveur du noble Comte de Foix et de ses successeurs pour toujours à toutes revendications, demandes et plaintes qu'ils ont formulées ou pourraient formuler contre lui jusqu'à ce jour, au sujet des personnes ou des choses. En particulier, ils abandonnent et délaissent au dit Comte et à ses successeurs à tout jamais tous les droits qu'ils possédaient ou prétendaient dans les châteaux de Cellent de Gallenda, de Citjina et de Dango et dans leurs territoires, et dans tous autres châteaux ou localités que le dit Comte détient et possède aujourd'hui à quelque titre que ce soit, de sorte que, dorénavant, toute réclamation, plainte ou tracasserie soient interdites à l'Evêque et au Chapitre d'Urgel contre le dit Comte ou ses successeurs ; ils renoncent en outre à tout procès engagé, aux requêtes présentées, à tout procès poursuivi présentement ou antérieurement contre le dit Comte ou son père en Cour de Rome, tant devant des juges délégués ou subdélégués que devant les juges ordinaires ou autres quelconques, s'imposant au sujet de ces affaires un silence éternel, et s'engageant envers le dit Comte

et les siens à ne plus rien faire ni rien demander à cet égard. Si quelques biens ont été remis à l'Evêque ou au Chapitre d'Urgel à titre de dépôt ou de confiscation à l'occasion de quelque crime concernant les personnes d'Arnaud de Castelbon et d'Ermesinde, sa fille, l'Evêque et le Chapitre renoncent à cette confiscation et à tout droit acquis de ce chef à l'Evêque et à l'Eglise d'Urgel. Ils absolvent aussi le dit Comte et ses successeurs ainsi que leurs biens de tout tort et de tous dommages causés de quelque façon que ce soit par le dit Comte et ses prédécesseurs, à l'Evêque et à ses prédécesseurs, au Chapitre, à l'Eglise d'Urgel ou à leurs possessions, absolvant en outre tous les partisans et leur famille aussi bien que la famille du dit Comte de tous torts et dommages par eux causés à l'Evêque et à l'Eglise d'Urgel et à leurs biens, à cause du dit Comte. En retour, le noble Comte de Foix renonce à tout grief contre l'Evêque, ses successeurs, le Chapitre et l'Eglise d'Urgel et à toutes demandes et réclamations que lui ou son père avaient formulées ou auraient pu formuler contre eux en quelque manière que ce soit, et spécialement à ses prétentions sur les châteaux de Monteilla, de Bescaran, d'Arcabell, sur la ville de la Seo d'Urgel, et sur toutes les autres localités aujourd'hui possédées et détenues par l'Evêque et le Chapitre et l'Eglise d'Urgel, toutes revendications au sujet desquelles il s'impose à lui et aux siens un éternel silence, s'engageant pour lui et les siens à ne jamais rien demander de ce chef à l'Evêque, au Chapitre, ni à l'Eglise d'Ur-

gel, ou à leurs successeurs. Que le dit Evêque donne au Comte de Foix 1.000 sous de Meigneil en compensation de l'abandon du château de Monteilla.

§ X

De plus, il a été réglé et ordonné que de tout ce qui précède il sera fait des instruments publics qui devront être confirmés par le souverain Pontife. Le dit Evêque obtiendra à ses frais cette confirmation qui devra être un fait accompli dans les quatre années ; l'Evêque s'y est engagé, il y a engagé l'Eglise et ses biens sous peine d'une amende de cinquante mille sous de Meigneil qui sera acquise au dit Comte si, dans le délai indiqué, le Seigneur Pape n'a pas accordé la confirmation, et il donnera comme garant au dit Comte, le très illustre Seigneur roi d'Aragon. Mais si, dans ce délai de quatre ans, il se produisait une vacance dans la Cour de Rome, c'est-à-dire qu'il n'y eut pas de Pape, la durée de cette vacance ne sera pas comptée dans les quatre années accordées. Il a été réglé que le Comte de Foix enverrait en Cour de Rome son procureur pour faire les diligences nécessaires en vue d'obtenir la dite confirmation, en même temps que le Procureur de l'Evêque d'Urgel ; le dit Comte pourvoira aux dépenses de son procureur, et ni lui, ni son procureur n'entraveront ces démarches par leur mauvais

vouloir, sans quoi l'amende sus énoncée ne serait pas encourue par l'Evêque.

§ XI

De plus, il a été jugé par les dits arbitres que le dit Comte rendrait à l'Evêque et au Chapitre d'Urgel le château d'Ayguetebia, et toutes ses dépendances, et qu'il délierait de tous serments de foi et d'hommage toutes les localités, les châteaux et leurs habitants qui avaient été engagés au dit Comte par l'Evêque et le Chapitre d'Urgel pour une somme de 1.500 marcs d'argent ; le Comte devra rendre l'acte qu'il détient à ce sujet.

§ XII

De plus, il a été ordonné par les susdits arbitres que les morts et homicides tant de chevaliers et de clercs que de paysans, les destructions de châteaux et de fermes, commis de part et d'autre par les deux contractants ou leurs prédécesseurs seraient incontinent pardonnés par l'un et par l'autre.

Que ceci soit un accord perpétuel entre le noble Comte de Foix et les siens et l'Evêque d'Urgel et le Chapitre d'Urgel et les siens.

§ XIII

En outre nous, Pierre par la miséricorde divine Evêque d'Urgel, donnons à vous noble Roger Bernard, Comte de Foix et Vicomte de Castelbon, comme garant de paiement de 50.000 sous de Meigniel qui vous seront dus si le Pape ne confirme pas dans les quatre années tous et chacun des articles qui précèdent, très excellent Seigneur Pierre par la grâce de Dieu roi d'Aragon. Nous, Pierre, par la grâce de Dieu roi d'Aragon pour nous et pour nos successeurs acceptons volontiers cette responsabilité et nous engageons envers vous, Comte de Foix et les vôtres, comme il est dit plus haut, sans fraude, renonçant à la constitution du divin Adrien et à toute fraude. Nous ROI ET EVÊQUE obligeons solidairement à vous et aux vôtres tous nos biens et ceux de chacun de nous, et ceux de l'Eglise d'Urgel, meubles et immeubles, acquis ou à acquérir. *Nous* Roger Bernard, par la grâce de Dieu COMTE DE FOIX ET VICOMTE DE CASTELBON, pour nous et pour tous nos successeurs, et nous Pierre, par la miséricorde divine Evêque d'Urgel, pour nous et pour tous nos successeurs et pour tout le Chapitre de la Seu d'Urgel, présent et avenir, acceptons, approuvons et confirmons sciemment et dans leur entier toutes et chacune des dispositions sus énoncées, comme elles sont exprimées plus haut et

textuellement rapportées, nous promettant mutuellement par le présent acte garanti par notre serment, que nous ne contreviendrons, ni laisserons contrevenir aux dits engagements ou à quelqu'un d'entre eux, par paroles, par actions ou par consentement, et que nous ne laisserons ni abroger ni annuler la présente convention, agréable à Dieu comme à nous. De plus nous promettons en toute connaissance de cause de garder fermement et irrévocablement tous et chacun de ces engagements, au sujet desquels nous, Evêque d'Urgel et nous, Comte de Foix, renonçons à tout bénéfice de droit canonique ou civil, divin ou humain, à toute constitution, à toute exception, tant de droit que de fait, écrite ou non écrite, nous favorisant ou l'un de nous, présentement ou dans l'avenir, en quelque manière ou pour quelque motif que ce soit, jurant sur les quatre saints Evangiles de Dieu de tenir et d'observer tous et chacun de ces engagements sans y jamais contrevenir.

* *

Puissions nous y être aidés par Dieu, par ces saints Evangiles de Dieu, par la Croix du Seigneur, posée devant nous, et par nous touchée.

Nous, Roger Bernard, par la grâce de Dieu, Comte de Foix et Vicomte de Castelbon, vous faisons incontinent hommage à vous, Pierre, par la Provi-

dence divine Evêque d'Urgel de bouche et de mains suivant la coutume de Barcelone.

Ceci a été fait le 6 des ides de Septembre l'an du Seigneur 1278.

Suivent les sceaux de Roger Bernard, Comte de Foix et Vicomte de Castelbon, de Pierre roi d'Aragon qui se porte caution de l'exécution de l'arrangement et de Pierre Evêque d'Urgel.

II

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

N.-B. — Beaucoup de brochures, ouvrages ou mémoires indiqués dans la Bibliographie, ne se trouvent plus en librairie, ou ont été tirés à très peu d'exemplaires.

Il faut se mettre en garde contre les renseignements donnés par la plupart des Notices publiées dans les encyclopédies, dictionnaires et atlas ; elles sont souvent hâtivement faites, et donnent du Val d'Andorre une idée toujours incomplète souvent fausse et parfois même défavorable.

PREMIÈRE TABLE BIBLIOGRAPHIQUE

Ouvrages s'occupant principalement ou spécialement
du Val d'Andorre.

BAUDON DE MONY. — *Les origines historiques de la question d'Andorre*. Nogent-le-Rotrou, 1885, in-8°.

BLADÉ J.-F. — *Les Révolutions d'Andorre*, extraits du *Journal de Toulouse*, mars 1870.

BASSEREAU LÉON. — *La République d'Andorre*. Montpellier, Hamelin, 1884, in-8°.

BRUTAILS. — *Les populations rurales du Roussillon*, Paris, Bibliothèque nationale (?).

Articles dans la *Revue des Pyrénées*, 1891, et dans la *Revue des Universités du Midi*, 1897.

BABY PAUL. — *Le Touriste dans l'Ariège et l'Andorre*, Foix, 1890, in-16.

DE BOUGY A. — *Andorre et Saint-Marin*.

BERTHET ELIE. — *Valley of Andorra*, Bristol, in-16.

BOUCOIRAN L. — *Ariège, Andorre et Catalogne*, Paris, 1854, chez Giraud, rue Vivienne.

CASTILLON D'ASPET. — *Histoire d'Andorre, d'Aax et des Eaux*, Toulouse, Ansas, 1851.

DALMAN DE BAQUER. — *Republica de Andorra*, Barcelone, 1849, in-12.

DEVERELL F.-H. *Andorra*, London, 1884, in-8.

ESCANDE VOLTAN. — *Le Transandorran*, Foix, 1891, in-8.

FITER Y ROSSELL. — *Manual Digest de las valls*, manuscrit catalan de 1741.

Les Franchises d'Andorre. — *Brochure espagnole*, 1895.
(*Las Cortès espanolas de 1895, y las franquicias de Andorra*, Madrid, Hernandez, 1895).

GARRIGOU A. — *Etudes historiques (?)*

GRATIOT MAURICE. — *Deux Parisiens à Andorre*, Evreux, 1890, in-18.

GUÉRIN URBAIN. — Extrait de la *Réforme Sociale*, du 15 octobre 1884.

Guia-Itineraria de Cerdanya y Andorra, guide espagnol, Barcelone, Altès, 1894.

HALÉVY. — *Opéra le Val d'Andorre*, paroles de Saint-Georges, 1848.

JAYBERT LÉON. — *La République d'Andorre*, Paris, Durantin, 1865.

Loi de Réforme de 1866 en Andorre, brochure espagnole.

MORAS, avocat général, à Toulouse. — Discours de rentrée du 3 novembre 1882, sur le *Val d'Andorre*, Toulouse 1882.

Manual Digest (voir Fiter y Rossell).

Politar (voir Puigt).

PUIGT (l'abbé). — *Le Politar Andorra*, manuscrit catalan de 1763.

Questions d'Andorre. — Exposiciones par el Consejo General de los valles de Andorra. — Brochure catalane, Barcelone, Rovira, 1894.

Relatio sobre la Vall de Andorra, par R. P. provicari de Anyos (?)

REGNAULT FÉLIX. — *A travers l'Andorre*, notes d'alpiniste, une brochure, Toulouse, A. Regnault, 1897.

DE ROUSSILHOU (attribué à) *Histoire de l'Andorre*, 1822,
autre édition en 1870 (?).

SANS (cadet).— *Histoire d'Andorre*, Toulouse 1842, in-12.

SUTTER-LAUMANN. — *Au Val d'Andorre*, 1888, Paris,
Mourlon, in-18 jésus.

SIX JULES, avocat à Lille. — *Les Vallées d'Andorre*, 1900,
extrait de la *Revue de Lille*, 2^e semestre 1899.

VIDAL VICTORIN, avocat à Foix. — *L'Andorre*, volume,
Paris, 1866.

Valley of Andorra, Cambridge, 1882.

DEUXIÈME TABLE BIBLIOGRAPHIQUE

Ouvrages s'occupant accessoirement du Val d'Andorre
ou y consacrant une Notice ou une Livraison, etc

BÉQUET. — *Répertoire de Droit administratif*, au mot Andorre.

Bottin, (le) — Etranger. *Val ou République d'Andorre*.

Correspondant, (le) — N° du 25 février 1881, un article de M. Victorin Vidal sur : *Une révolution en Andorre* ;
N° du 25 avril 1886, un article de M. Arthur des Gan-neurs, sur : *La République d'Andorre*.

CHARBONNIER. — *Organisation représentative de tous les pays*, au mot Andorre.

DE CASENEUVE (l'abbé). — *Les Droits du Roy*, en Catalogne, etc., vers 1644.

Dictionnaire de la Conversation, au mot Andorre.

DARESTE. — *Les Constitutions modernes*, au mot Andorre.

Encyclopédie Lamirault (la grande), rue de Rennes, Paris, au mot Andorre, article de M. Brutails.

FUZIER-HERMANN (le répertoire), tome IV, au mot Andorre.

France (carte de), du *Ministère de l'Intérieur*, feuille XV, 38, Perles-Andorre.

Illustration, (l').— N^{os} des 12 mars, 11 et 18 avril 1891, *récits et gravures* ; et n^o du 16 mai 1896 : *un parricide à Andorre*, article de M. Lorenzo Lemos, directeur de la fabrique de tabacs d'Andorre.

LAROUSSE, le *Grand Dictionnaire*, et le *Nouveau Dictionnaire* en six volumes, au mot Andorre.

Législation Etrangère, (l'Annuaire de) — Passim. Voir aussi les publications périodiques analogues, passim.

DE MARCELLUS, (le Comte) — *Voyage aux Pyrénées*.

Moniteur Judiciaire du Midi, (le) — Hebdomadaire, Montpellier et Nîmes. N^{os} du 2 décembre 1894 (n^o 258 de la 6^e année). Extraits de *Jugements du Tribunal supérieur d'Andorre*.

DE MARTENS, traduction Léo — *Traité de Droit International*, I, 346, au mot Andorre.

Revue de Droit International, année 1881, page 223, et 1882 page 78. Notes sur l'Andorre.

Revue des Deux Mondes, n^o du 1^{er} décembre 1837, article de M. Michel Chevallier, *l'Andorre*.

Revue de Toulouse, tome III, page 372 et tome XI, page 254, articles de M. Léon Clos.

Revue diverses de Droit ou de Tourisme, articles divers de Journaux et Périodiques. — passim.

Réforme sociale, (la) — N^o du 15 janvier 1881, une note. N^o du 1^{er} août 1882, le *Régime municipal Andorran*. N^o du 15 octobre 1884, article de M. U. Guérin sur le *Val d'Andorre*.

Sentupéry, (la collection) — Tome I, *Andorre*.

Timbres-poste, (le Collectionneur de).— Chez Maury à Paris, n^o du 31 janvier 1899, article de M. Jules Six, sur le *Régime Postal Andorran*.

Tour du Monde, (1e) — Hachette, Paris. — Livraisons du 11 février et 18 février 1888. *Récits de M. Gaston Vuillier*, avec photogravures. — Livraison du 4 décembre 1897, *notes de M. Charles Romeu*, Viguiier de France en Andorre.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*
E. BAILLY.

VU :

M. DESLANDRES.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

Dijon, le 4 juin 1901.

Le Recteur de l'Académie,

Ch. ADAM,

Correspondant de l'Institut.

